

Cahier de recherche

Journées d'étude sur la notion de culture en région

28 et 29 mai 2026

Avec la participation financière du :

**Fonds
de recherche**
Québec 

<https://doi.org/10.69777/327520>

UQO
UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada 

Table des matières

5	Remerciements
6	Introduction
7	La notion de culture en région
9	Médiation culturelle, accessibilité et publics
10	Synthèse du bloc Médiation culturelle, accessibilité et publics
14	Le Musée ambulant : les arts visuels, d'une région à l'autre
15	La cérémonie du thé en région au Québec : une médiation interculturelle par la recherche-action
16	Non-publics de la culture : Des organisations culturelles font face à des réalités régionales
17	Affiches scientifiques sur la notion de culture en région
18	Rôle d'un musée communautaire dans la vitalité francophone et le développement durable - Le Muséoparc Vanier
19	Mémoire brodée : le savoir gestuel comme espace de résistance culturelle
20	Capacités d'innovation sociale et culture en région : analyse d'un écosystème territorial dans le district de Suba (Bogotá)
22	Culture, territoire et sentiment d'appartenance
23	Synthèse du bloc Culture, territoire et sentiment d'appartenance
27	Faire culture en région : théâtre, territoire et transfert artistique dans la construction du sentiment d'appartenance

28	Le musée Église Sainte-Amélie de Baie-Comeau, un acteur fédérateur et transformateur?
29	Pour une véritable justice culturelle
30	Institutions culturelles
31	Synthèse du bloc Institutions culturelles
34	Les cégeps en région comme acteurs culturels : typologie d'un engagement pluriel
36	L'ambition de faire pôle en région : développement d'un laboratoire de médiation culturelle au centre d'artistes l'Atelier Silex. Entre mutualisation des ressources, innovation sociale et citoyenneté culturelle
38	Naviguer hors des grands centres : La mutualisation comme levier de positionnement pour le Musée maritime du Québec - Capitaine J.E. Bernier à L'Islet
40	Bandes dessinées sur la culture en région
41	Synthèse du bloc Bandes dessinées sur la culture en région
42	Bande dessinée sur la région de Lanaudière par Laurence Girard
44	Bande dessinée sur la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean par Lorianne Fortier
48	Bande dessinée sur la région de la Mauricie par Luke Sullivan
50	Bande dessinée sur la région de la Côte-Nord par Maël Fournier
52	Bande dessinée sur la région des Laurentides par Malik Boudiaf
54	Impacts socio-économiques et développement territorial
55	Synthèse du bloc Impacts socio-économiques et développement territorial
59	Impact socio-économique du secteur des arts et de la culture en Mauricie
60	Précarités et espoirs de la culture en Montérégie

61 Patrimoine et mémoire

62 Synthèse du bloc Patrimoine et mémoire

65 Tisser la mémoire, tisser les communautés. La participation citoyenne en histoire et patrimoine et son apport à l'écosystème mémoriel du Bas-Saint-Laurent

66 Le Musée régional de l'Outaouais – au-delà du musée traditionnel

67 Gouvernance culturelle et politiques publiques

68 Synthèse du bloc Gouvernance culturelle et politiques publiques

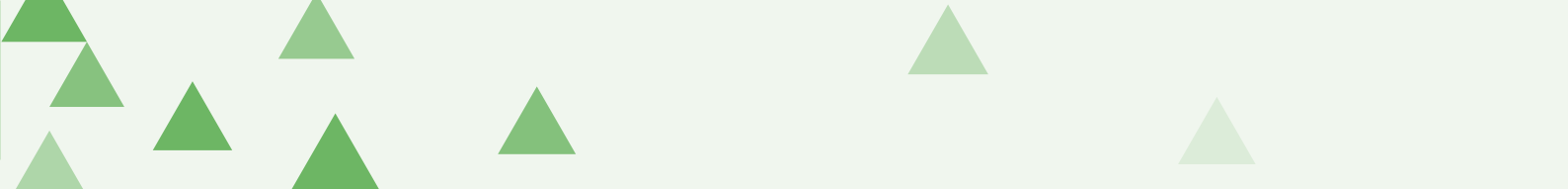
72 Perspective critique du développement culturel : l'exemple de la MRC de Portneuf

73 L'accompagnement d'organismes culturels en recherche : Partage d'enjeux et de bonnes pratiques adaptés au contexte francophone minoritaire

74 Évaluer son impact qualitatif : enjeux et contraintes dans les milieux artistiques et culturels francophones en situation minoritaire

75 Musique populaire et résistance identitaire dans les caraïbes : implication de la musique haïtienne à la construction et la valorisation de l'identité noire en Haïti

76 Implication de la musique haïtienne à la construction et la valorisation de l'identité noire en Haïti



Remerciements

Fonds de recherche du Québec

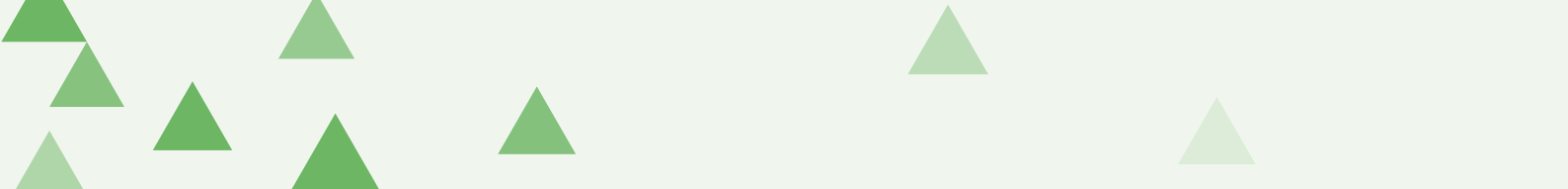
Conseil de recherche en sciences
humaines du Canada

Université du Québec en Outaouais

Comité d'évaluation du concours d'affiches scientifiques :
Aurélié Lacassagne, Johanne Lamoureux, Jonathan Paquette
et Julien Doris

Michel Vallée de Culture pour tous !

Lucile Berthelot pour les synthèses des blocs
thématiques de ce cahier de recherche



Introduction

Collègues, ami·es et amoureux·euses de la culture,

Nous vous présentons ce cahier de recherche afin de favoriser la préservation et le partage des savoirs des deux Journées d'étude sur la notion de culture en région qui ont eu lieu à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) les 28 et 29 mai 2026. Ces journées sont une partie importante de la programmation de l'axe Culture en région de la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être (CREAT).

Ces journées riches en réflexion ont permis aux chercheur·euses de présenter les fruits de leur travail et aux personnes travaillant dans le secteur culturel de partager des initiatives inspirantes. Ce maillage entre le milieu académique et le secteur culturel est précieux pour la co-construction et la transmission des savoirs. Nous tenons à remercier chaudement toutes les personnes qui ont pris le temps de venir à notre rencontre pour ces journées. Nous espérons aussi que vous repartez avec de nouvelles idées et des collaborations à bâtir.

Les étudiant·es ont été à l'avant-scène de ces journées. Tout d'abord, les affiches réalisées dans le cadre du cours d'affiches de la professeure Valérie Yobé à l'UQO ont été exposées tout au long des journées d'étude. Vous aurez d'ailleurs la chance de les retrouver tout au long du cahier de recherche. Nous avons aussi organisé un concours d'affiches scientifiques pour les étudiant·es et les trois affiches gagnantes sont présentées dans le cahier. Finalement, des étudiant·es en bandes dessinées à l'UQO ont utilisé du matériel collecté lors d'une consultation citoyenne sur la conception de la culture dans les régions du Québec menée dans cinq régions du Québec dans le cadre des Journées de la culture 2025 afin de créer des planches de bandes dessinées uniques qui sont présentées dans le cahier.

En plus des productions étudiantes, vous trouverez dans ce cahier, des synthèses de chacun des blocs thématiques, des résumés de chaque présentation et les biographies des conférencier·ères.

Nous vous remercions pour votre collaboration et vous souhaitons une bonne lecture!

Julie Bérubé
Professeure UQO et titulaire de l'axe Culture en région de la CREAT

La notion de culture en région

Avec Fernand Harvey

Ce premier panel, ouvert par la conférence de Fernand Harvey, a posé les assises conceptuelles de l'ensemble des journées d'étude en interrogeant ce que recouvre la notion même de « culture en région ». Pionnier de ce champ de recherche depuis les années 1970, Harvey a rappelé que la culture régionale est longtemps demeurée marginale dans les travaux universitaires, davantage tournés vers les dimensions socioéconomiques et la gouvernance que vers la vie culturelle proprement dite. La typologie des régions élaborée avec Andrée Fortin (1995), qui distingue les spécificités de chaque territoire, constitue à cet égard un outil structurant, tant pour la statistique culturelle que pour la comparaison interrégionale.

Le conférencier a mis en lumière un déséquilibre persistant : si la « vraie » vie culturelle est spontanément associée à Montréal et à Québec, c'est en réalité dans les régions qu'une large part de la création prend naissance. Montréal agit comme pôle national, lieu d'attractivité et moteur du star-system québécois à partir duquel s'opère la diffusion ; mais les régions, qui produisent abondamment, demeurent contraintes dans leur rayonnement par une couverture médiatique limitée. Cerner l'ensemble de ce qui se déploie sur les territoires reste un défi en soi.

Pour penser la culture en région, Harvey a proposé de la décliner en plusieurs champs complémentaires : la création artistique et littéraire, le champ mémoriel, la diffusion (bibliothèques, musées, salons du livre) et la formation (universités, cégeps, conservatoires). À ces champs correspondent des catégories d'acteur·rices, créateur·rices, diffuseur·es et formateur·rices qui, individuellement ou



Fait par Lisa Murraciolo

collectivement, font vivre et rayonner la culture. Le rôle de l'État, dont les politiques influencent directement les initiatives régionales, apparaît ici déterminant et mérite une attention soutenue.

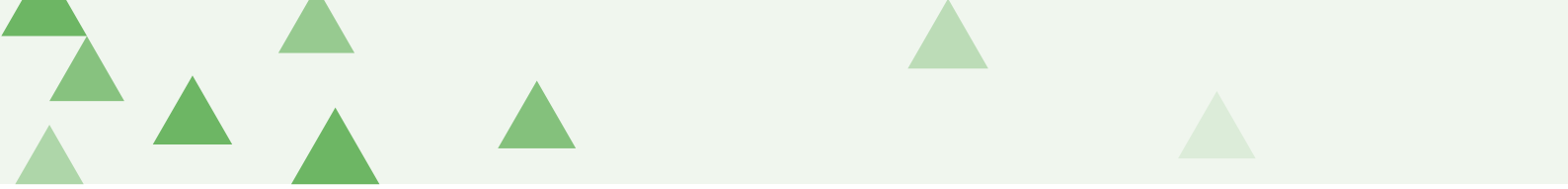
La réflexion a aussi insisté sur l'articulation entre culture et dynamique sociale propre à chaque territoire : l'exemple de l'industrie forestière en Outaouais illustre la manière dont les réalités économiques et historiques façonnent les thématiques culturelles et mémorielles d'une région. La question identitaire et le sentiment d'appartenance traversent ce constat.

Définir la culture en région demeure ainsi un exercice complexe, car celle-ci est à la fois spécifique et inscrite dans des espaces plus larges, nationaux et internationaux, d'autant que les réseaux numériques abolissent une partie des frontières territoriales.

Plusieurs pistes de recherche se dégagent de cette ouverture : l'évaluation de l'impact économique réel de la culture, par-delà sa perception comme simple poste de subvention ; la distinction entre activités estivales et offre culturelle régulière ; l'étude des musées régionaux ; l'effet des médias et des réseaux sociaux, susceptibles de renforcer la culture régionale autant que de la diluer ; et la comparaison interrégionale, à même de rompre l'effet de silo. Fernand Harvey a enfin souligné qu'aucun véritable « état de la question » n'a été mené depuis le Traité de la culture (2002), plaidant pour une vision à long terme et pour la consolidation d'un réseau de recherche interuniversitaire sur ces enjeux.

01

Médiation culturelle, accessibilité et publics



Synthèse du bloc

Médiation culturelle, accessibilité et publics

Consacré à la médiation culturelle, à l'accessibilité et aux publics, ce deuxième panel a réuni trois communications qui convergent vers une même conviction : l'accessibilité de la culture en région passe d'abord par l'humain, le dialogue et la rencontre.

Sarah Bélanger Martel a présenté le Musée ambulant, fondée en 2017, qui déploie des œuvres directement dans les milieux de vie, de soins, d'éducation ou de loisir en priorisant les régions éloignées. Empruntant aux codes du cirque et des fêtes foraines, les scénographies mobiles et les œuvres auxquelles nous sommes invités à toucher visent moins à transmettre un discours qu'à générer un moment de rencontre où le public guide lui-même la découverte. Ce modèle nomade rompt avec la logique de l'édifice-symbole que Bourdieu et Darbel (1996) identifiaient comme mécanisme de légitimation. En replaçant l'œuvre dans un contexte de vie quotidienne, le Musée ambulant met en pratique ce que Falk et Dierking (2000) appellent le contexte personnel, social et physique de l'expérience muséale que Rancière (2008) formule comme le « partage du sensible ». Pour beaucoup, il s'agit d'un premier contact avec l'univers muséal : en annulant la distance physique et le manque

d'adaptation, le Musée ambulant fait du lien crée autour de l'œuvre le véritable levier de l'accessibilité.

Jie Yu a prolongé cette réflexion à partir d'une recherche action menée en Abitibi-Témiscamingue autour de la cérémonie du thé chinoise, envisagée comme dispositif de médiation interculturelle. Sa démonstration repose sur l'idée qu'une tradition demeure vivante lorsqu'elle voyage et rencontre d'autres contextes. La médiation suppose alors souplesse et adaptation plutôt que rigidité. En reconfigurant les modalités de transmission, la cérémonie devient un espace de cocréation de sens, un pont et un lieu de rassemblement favorisant le bien-être, la qualité relationnelle et le sentiment d'appartenance.

Jason Luckenrhoff et **Marie-Claude Lapointe** ont enfin déplacé le regard vers les « non-publics » de la culture, rappelant qu'être public ou non n'a rien d'absolu : une même personne peut être public d'une offre et non-public d'une autre, selon trois conditions : être présent lors de la situation culturelle, disposer des compétences pour l'apprécier et mobiliser les ressources attentionnelles nécessaires. Leurs travaux, menés notamment en Mauricie et au Centre-du-Québec, identifient

plusieurs freins à la fréquentation : sentiment de ne pas posséder les connaissances requises, communication déficiente, calcul coût-bénéfice, transport et distance, ou encore le caractère de l'offre. À ces motifs s'ajoutent des barrières spécifiquement régionales : méconnaissance de l'offre locale, voire de la région elle-même, perception d'un milieu rural dont on doute de la qualité des institutions, et préférence de certaines directions d'école pour les grands centres (Québec- Montréal) jugés plus prestigieux.

Mises en dialogue, ces trois interventions dessinent une même feuille de route : aller vers le public là où il se trouve, accompagner la rencontre avec l'œuvre et faire tomber les barrières physiques, symboliques et perçues, qui tiennent à distance une part de la population. Comme le soulignait Michel Vallée, la culture prend naissance dans les régions, et son accessibilité, intimement liée au geste et à la rencontre, touche jusqu'à la santé et au mieux-être des communautés.



Fait par Améliris Lauzon



Fait par Antoine Lépine

À propos des auteur-rices

Sarah Bélanger Martel

Médiatrice au Musée ambulant depuis les débuts de l'organisme et à sa co-direction depuis 2019, Sarah Bélanger-Martel a contribué à l'élaboration et au développement de l'approche de médiation du Musée ambulant ainsi qu'à sa structuration. Au doctorat en éducation artistique à l'Université Concordia, ses recherches en cours portent sur les enjeux d'accessibilité et les notions de collectif et de partage dans la rencontre avec l'art. Elle contribue également à la réflexion sur les croisements de l'art, l'éducation et les nouvelles technologies de l'IA au sein du collectif de recherche Learning Machines. Elle vit à Saint-Casimir et travaille partout où l'amène le Musée ambulant.

Jie Yu

Jie Yu, artiste-chercheur titulaire d'un doctorat en art numérique, danse et patrimoine immatériel de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, orchestre création et pensée à travers un prisme résolument interdisciplinaire. Ses travaux naissent d'un dialogue continu avec les cultures du monde. Il développe des projets où l'art agit comme levier de transformation sociale et culturelle. Son engagement se traduit par une volonté de tisser des ponts entre les communautés, érigeant la création en espace de résonance collective. À travers des formes hybrides où s'entrelacent corps vivant et virtuel, tradition et innovation, son œuvre invite à reconsidérer notre rapport au monde sensible ainsi qu'à la transmission du patrimoine humain. Animé par l'idéal d'une compréhension globale et harmonieuse, Jie fait de l'art un territoire sans frontières, où la sensibilité et la technologie.

Jason Luckerhoff

Jason Luckerhoff est professeur titulaire au Département de lettres et communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), directeur de la revue Minorités linguistiques et société (MLS), co-directeur du Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur l'enseignement supérieur (LRES) financé par le FRQSC, co-chercheur de la Chaire de recherche du Québec sur la démocratie, le vivre-ensemble et les valeurs communes, co-chercheur de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec: Les parcours vers l'autonomie et l'épanouissement des jeunes dans une société en transformation et co-chercheur de la Chaire de recherche du Québec sur la découvrabilité des contenus scientifiques en français. Il est formé en communication (B.A. M.A. Ph.D.), en administration publique (DESS, MAP), en droit (programme court) et en stratégie (formations pour gestionnaires). Il est en outre administrateur agréé (Adm. A.) et conseiller en ressources humaines agréé (CRHA).

À propos des auteur-rices

Marie-Claude Lapointe

Marie-Claude Lapointe est professeure titulaire au Département d'études en loisir, culture et tourisme à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Elle détient un baccalauréat en psychologie de l'Université Laval, une maîtrise en loisir, culture et tourisme de l'Université du Québec à Trois-Rivières et un doctorat en communication et culture de l'Université Laval. Auparavant, elle était chargée de recherche au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi qu'au ministère de la Culture et des Communications. Elle est co-directrice et chercheure régulière au Laboratoire de recherche sur les publics de la culture (UQTR), co-chercheure de la Chaire de recherche du Québec sur la démocratie, le vivre-ensemble et les valeurs communes et co-chercheure de la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec: Les parcours vers l'autonomie et l'épanouissement des jeunes dans une société en transformation.

Le Musée ambulant : les arts visuels, d'une région à l'autre

Sarah Bélanger Martel

Université Concordia

Fondé en 2017, le Musée ambulant est un organisme à but non lucratif déployant des œuvres d'art actuel directement dans les milieux. En ce sens, le Musée ambulant ne possède pas de lieu d'exposition fixe, seulement un siège social à Québec et une base d'opérations (entrepôt, atelier, bureau) en région, à Saint-Marc-des-Carières. Alors que le manque de lieux d'exposition à proximité est un facteur d'exclusion important en arts visuels (INSPQ, 2025), le Musée se donne la mission d'amener l'art vers ses publics, là où ils se trouvent. En 2025, l'équipe de médiation du MA a eu la chance de rencontrer 16103 personnes dans 47 municipalités à travers 13 régions du Québec et 3 autres provinces canadiennes, en priorisant les régions éloignées.

Avec un mode d'action nomade, qui peut évoquer celui d'une troupe de théâtre ou de cirque, le Musée ambulant déploie ses expositions à travers des scénographies mobiles, festives, invitantes et surtout adaptées. Concevant chaque sortie sur mesure pour les espaces et les publics visités, il s'insère directement dans les milieux de vie ou de travail, de soins ou d'éducation, de sport ou de loisirs, réfléchissant la rencontre entre ses œuvres et les différents publics comme des espaces de partage à générer, soutenir et diversifier.

Ainsi, le Musée ambulant met en œuvre une vision de la diffusion absolument indissociable de sa médiation et l'ensemble de ses actions se structure autour du dialogue et d'un partage du sensible, qui sont les véritables leviers de l'accessibilité, d'une région à l'autre.

La cérémonie du thé en région au Québec : une médiation interculturelle par la recherche-action

Jie Yu

Musée d'art de Rouyn-Noranda

Cette communication analyse la transplantation de la cérémonie du thé chinoise en contexte régional québécois comme dispositif de médiation interculturelle. S'inscrivant dans une démarche de recherche-action, elle repose sur des expérimentations menées en milieu muséal en Abitibi-Témiscamingue, combinant immersion rituelle et échanges réflexifs.

Les résultats montrent que cette pratique favorise le bien-être, la qualité relationnelle et un sentiment d'appartenance au sein de groupes interculturels. En reconfigurant les modalités de transmission, la cérémonie devient un espace de co-construction de sens entre héritage et contemporanéité.

Cette recherche met en évidence le potentiel des pratiques artistiques et rituelles comme leviers de développement culturel en région, en contribuant à enrichir la diversité et à renouveler les formes d'hospitalité interculturelle.

Non-publics de la culture : Des organisations culturelles font face à des réalités régionales

Jason Luckerhoff et Marie Claude Lapointe

Université du Québec à Trois-Rivières

Être public ou non-public de la culture n'est pas absolu. Il est possible d'être public d'une offre, tout en étant non-public d'une autre (Lapointe et Luckerhoff, 2021). Nous avons identifié trois caractéristiques du rapport entre l'individu et la situation culturelle : 1- il peut être présent ou pas lors de la situation culturelle; 2- il peut avoir les compétences pour faire son appréciation ou pas et; 3- il peut mobiliser suffisamment de ressources attentionnelles pour cette appréciation ou pas. Une personne peut donc être public d'une proposition culturelle ou pas, et public de cette proposition à un moment et pas à un autre (Luckerhoff et Lapointe, 2023).

Il y a plusieurs raisons d'être non-publics d'une proposition culturelle. Depuis une quinzaine d'années, les travaux que nous menons sur les non-publics de la culture ont permis de mieux identifier et comprendre ces raisons, notamment dans les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec. L'impression de ne pas avoir les connaissances et les compétences, une communication déficiente, le calcul du rapport coût-bénéfice, le transport/la distance et l'offre culturelle en font partie.

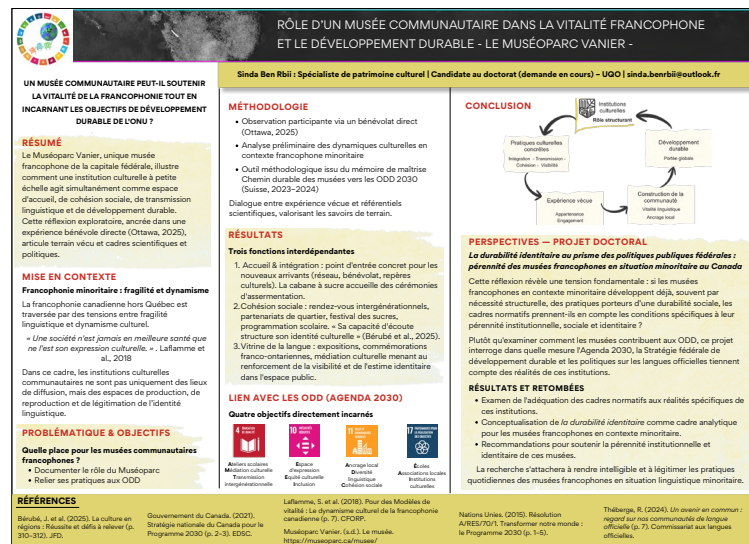
Au-delà de ces raisons se trouvent également des barrières de fréquentation qui sont, selon les participants à nos études, liées à la région. Par exemple, des participants ne connaissent pas l'offre culturelle présentée en région et ne connaissent parfois pas la région elle-même, certains la voient comme un milieu rural et doutent de la qualité des institutions et propositions culturelles qui s'y trouvent. En outre, des directions d'écoles considèrent plus prestigieux de visiter des institutions culturelles dans les grands centres, avec les élèves.

02

Affiches scientifiques sur la notion de culture en région

Rôle d'un musée communautaire dans la vitalité francophone et le développement durable – Le Muséoparc Vanier

Sinda Ben Rbii (Muséoparc Vanier)



Mon intervention s'appuie sur une réflexion exploratoire nourrie par mon bénévolat au Muséoparc Vanier. Dans un contexte où la francophonie minoritaire oscille entre fragilité linguistique et dynamisme culturel, des institutions solides jouent un rôle essentiel. C'est dans ce cadre que le Muséoparc trouve toute sa pertinence. Seul musée francophone de la capitale fédérale et l'un des

rare au Canada hors Québec dédiés entièrement à la francophonie, il célèbre le patrimoine de Vanier et porte des valeurs fortes : inclusion, diversité, rigueur, respect et empathie. Nouvelle résidente au Canada, j'y ai trouvé un lieu d'accueil, d'écoute et d'intégration. Le Muséoparc offre aux nouveaux arrivants des repères culturels, un réseau et des occasions d'engagement. Dès mon arrivée, il m'a été confié un rôle central, la conception et la structuration d'un système d'archivage patrimonial, absent jusqu'alors, permettant de préserver des fonds précieux de la ville de Vanier tout en assurant l'accompagnement des bénévoles. Cette responsabilité m'a permis de contribuer à la mémoire locale et de m'intégrer activement dans la communauté, renforcée par le soutien de figures clés comme Madeleine Meilleur et par l'esprit d'entraide du personnel. Au-delà de l'accueil, le Muséoparc joue un rôle de cohésion sociale grâce à ses activités intergénérationnelles, ses partenariats et ses événements communautaires. Par ses expositions, commémorations, son Festival des sucres et sa médiation en français, il rend la langue visible et renforce l'estime identitaire des francophones en situation minoritaire. En tant qu'acteur identitaire et catalyseur de vitalité linguistique et de cohésion communautaire, le Muséoparc contribue au pilier social du développement durable, et mon expérience illustre comment une institution culturelle, même à petite échelle, participe aux dynamiques sociales et internationales portées par l'Agenda 2030 de l'ONU.

Mémoire brodée : le savoir gestuel comme espace de résistance culturelle

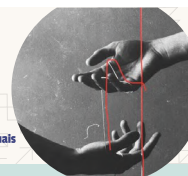
Meryem Yaacoubi (Université du Québec en Outaouais)

Ce Projet de recherche-crédation explore comment la broderie de Fès, une tradition textile marocaine transmise de génération en génération, peut devenir un langage artistique capable d'exprimer ce que les mots ne peuvent pas atteindre : la mémoire du corps, la tension entre appartenance et déplacement, et l'expérience de vivre entre deux cultures. Le point de départ est biographique, mais sa portée est collective. Au Maroc, ma pratique artistique était ancrée dans des matériaux et des références occidentales, peinture et produits synthétiques. J'habitais déjà un entre-deux culturel sans le nommer. C'est en m'établissant au Canada que la broderie de Fès s'est imposée à ma pratique, non comme un choix délibéré, mais comme une émergence : un savoir gestuel que je portais dans le corps sans l'avoir jamais conscientisé. Au sens de Merleau-Ponty (1945), le corps est le premier lieu de connaissance. Le déplacement géographique n'a pas créé cet entre-deux, il l'a rendu visible. Ce projet s'inscrit dans une démarche de recherche-crédation autoethnographique, au sens de Rondeau (2011), combinée à une méthodologie d'observation participante menée dans deux contextes culturels : Le Maroc et le Canada, à travers des ateliers de création de broderie. Cette expérience produit une connaissance incarnée sur l'entre-deux : elle ne représente pas une comparaison de deux cultures, mais l'exploration de cet espace intermédiaire qui se crée entre elles, au sens de Bhabha (1994), où l'héritage n'est ni reproduit ni renié, mais réinventé. Ce projet contribue à revaloriser un savoir traditionnellement féminin et domestique comme outil de création critique contemporaine, un geste à la fois artistique et politique.

La broderie comme langage artistique de l'entre-deux culturel

La broderie de Fès comme outil d'expression de l'expérience diasporique

Meryem Yaacoubi – Maîtrise en pratique des arts,
Programme de recherche-crédation - 2025-2026, UQO | Université du Québec en Outaouais



Introduction

L'entre-deux culturel ne découle pas uniquement du déplacement géographique : il peut émerger au sein même du contexte d'origine, lorsque des référents culturels hétérogènes coexistent.

Je n'ai jamais brodé au Maroc. C'est en arrivant au Canada que mes mains ont commencé à le faire, seules, comme si elles savaient quelque chose que j'ignorais encore. Ce projet explore ce paradoxe : **comment un savoir gestuel porté inconsciemment peut-il, à travers le déplacement, devenir un langage artistique capable d'incarner l'entre-deux culturel ?**

Méthodologie

Ce projet s'inscrit dans une démarche de recherche-crédation autoethnographique, ancrée dans une perspective constructiviste et incarnée. Le savoir ne prédomine pas l'expérience ; il émerge plutôt de celle-ci. La collecte de données s'appuie sur trois sources en dialogue constant : un journal d'atelier qui documente les décisions, les hésitations et les évolutions du processus de création, ainsi que deux expériences d'observation participante, l'une au Maroc, auprès d'artisanes brodeuses, l'autre au Canada. L'écart sensoriel et gestuel entre ces deux contextes de pratique devient une donnée essentielle : le corps expérimente différemment ici et là-bas. C'est déjà une forme de connaissance de l'entre-deux.

Posture épistémologique

Constructiviste Incarnée Autoethnographique

La pratique artistique est un mode d'enquête rigoureux capable de générer des connaissances que les méthodes traditionnelles ne peuvent pas produire (Sullivan, 2010 ; Gosselin & Le Goghelec, 2006).

Je suis à la fois sujet chercheuse, instrument et analyste de ma propre recherche (Rondeau, 2011 ; Ellis & Bochner, 2000).

Cadre théorique

- Bhabha (1994)
Third Space : lieu de négociation et de production de sens nouveaux.
- Merleau-Ponty (1945)
Corps comme lieu de connaissance : broder c'est penser avec ses mains.
- De Certeau (1990)
Manières de faire : la broderie comme pratique d'habitation.
- Hall (1990)
Sens culturel comme processus : l'identité n'est jamais fixe.
- Glissant (1990)
Opacité : la broderie n'a pas besoin d'être traduite.
- Albers (1965)
Textile comme langage autonome avec sa propre syntaxe.

Objectifs

- 1- Explorer comment le déplacement migratoire fait émerger des savoirs corporels et culturels jusque-là implicites ;
- 2- Interroger la broderie comme espace de mémoire, de transmission et de reconstruction identitaire ;
- 3- Comprendre comment le geste artisanal peut devenir un langage artistique et une forme de connaissance incarnée ;
- 4- Mettre en lumière le rôle du corps dans la production du savoir au sein d'une démarche de recherche-crédation autoethnographique.

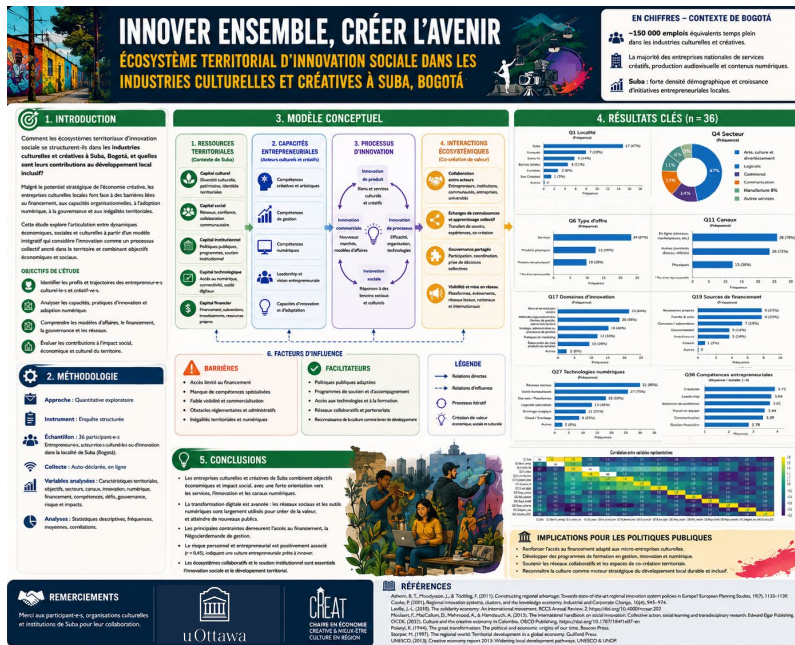
Conclusion

Ce projet propose une nouvelle façon de penser l'entre-deux culturel, non pas comme une position de manque ou de transition, mais comme un espace de production artistique et de connaissance incarnée.

Il ouvre une réflexion sur ce que le corps sait, et sur ce que le déplacement révèle.

Capacités d'innovation sociale et culture en région : analyse d'un écosystème territorial dans le district de Suba (Bogotá)

Edwin Ferrer-Romero (Université d'Ottawa)



Ce projet examine la configuration d'un écosystème territorial d'innovation sociale dans le district de Suba, à Bogotá (Colombie), en mettant l'accent sur les acteurs des secteurs culturels, créatifs et numériques. Il s'inscrit dans les approches de l'économie sociale et du développement territorial, qui conçoivent l'innovation comme un processus collectif, ancré localement et orienté vers la création de valeur sociale et économique. L'étude analyse trois phénomènes clés : les dynamiques de micro-entrepreneuriat culturel, la transformation des pratiques culturelles par le numérique et le développement de capacités d'innovation sociale à l'échelle locale. Le contexte de Bogotá constitue un terrain pertinent, les industries culturelles et créatives y générant près de 150 000 emplois et jouant un rôle croissant dans l'économie urbaine. Suba, caractérisée par une forte densité démographique et une diversité socioéconomique, représente un espace stratégique pour observer l'émergence d'initiatives culturelles territorialisées. La méthodologie repose sur une enquête quantitative exploratoire menée auprès de 36 acteurs impliqués dans des activités entrepreneuriales, culturelles ou d'innovation. Les résultats mettent en évidence des profils d'acteurs combinant compétences numériques, pratiques créatives et modèles hybrides orientés vers l'impact social. Ils révèlent également l'importance des réseaux locaux et des dispositifs publics dans la structuration de l'écosystème. Cette recherche contribue à une meilleure compréhension des dynamiques de la culture en région dans un contexte urbain du Sud global et propose des pistes pour renforcer les politiques publiques favorisant un développement territorial inclusif et innovant.

À propos des auteur·rices

Sinda Ben Rbii

Sinda Ben Rbii est experte en patrimoine culturel. Titulaire d'une maîtrise en études muséales et d'un baccalauréat en conservation-restauration du patrimoine, elle possède plusieurs années d'expérience, dont six consacrées au secteur muséal et archivistique en Suisse. Établie au Canada depuis 2025, elle s'implique activement dans la communauté francophone à travers son engagement bénévole au Muséoparc Vanier. Investie dans les enjeux de durabilité culturelle et dans la fonction sociale des musées, elle développe des outils innovants pour intégrer les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies aux pratiques muséales et favorise la collaboration entre les institutions culturelles. Elle est notamment l'initiatrice du projet Actions locales, objectifs globaux : Les musées d'Ottawa et les ODD (projet en cours d'étude), une plateforme qui recense et valorise les pratiques durables des musées locaux. Elle a également conçu en Suisse le projet Chemin durable des musées vers les ODD 2030 (2023–2024), une méthodologie d'intégration des ODD adaptée au contexte muséal.

Meryem Yaacoubi

Meryem est une artiste et chercheuse, actuellement inscrite à la maîtrise en pratique des arts à l'UQO, dans le volet recherche-crédation. Sa pratique s'articule autour de la broderie de Fès comme langage artistique contemporain, à travers lequel elle explore les questions d'identité, de transmission culturelle et de déplacement diasporique.

Edwin Ferrer-Romero

Edwin Ferrer-Romero est doctorant à l'Université d'Ottawa, où ses recherches portent sur l'innovation sociale, le développement territorial et les enjeux de durabilité. Ses travaux analysent les dynamiques des écosystèmes locaux ainsi que les capacités d'innovation des acteurs engagés dans des processus de transformation socio-économique. Il s'intéresse notamment aux modèles hybrides articulant création de valeur économique, impact social et durabilité environnementale, ainsi qu'au rôle des initiatives culturelles et entrepreneuriales dans le développement territorial. Il possède également une expérience professionnelle en gestion de centres de développement économique, contribuant à une approche de recherche à la fois analytique et ancrée dans la pratique.

03

Culture, territoire et sentiment d'appartenance

Synthèse du bloc
Culture, territoire et sentiment d'appartenance

Ce panel a exploré la culture comme pratique située, indissociable du territoire et productrice de sentiment d'appartenance. **Serigne Touba Mbacké Gueye** et **Madeleine Lefebvre** ont ouvert la réflexion à partir du projet Michelin, une création théâtrale professionnelle présentée dans de petites municipalités rurales de l'Abitibi-Témiscamingue. Leur proposition invite à « territorialiser » le théâtre plutôt qu'à le « régionaliser », c'est-à-dire à rompre avec la persistance d'une hiérarchie qui oppose le centre aux régions éloignées et la culture professionnelle urbaine à la culture « amateur » régionale. Territorialiser signifie concrètement adapter une œuvre aux lieux disponibles : écoles, aréna, garage municipal etc., au moyen de résidences, de visites et d'une véritable co-construction avec le milieu.

En se déplaçant dans le village, l'université brise la hiérarchie habituelle et crée du lien ; la méthode artistique, parce qu'elle favorise la participation et le dialogue, devient aussi un mode de collecte de données plus inclusif. Décloisonner, transformer et donner du sens : telle est la portée d'une collaboration interprofessionnelle qui jette des ponts entre milieu scientifique et milieu pratique.

Roméo Martial Tapang et **Luc Foleu** ont prolongé cette réflexion avec le cas du Musée-Église Sainte-Amélie de Baie-Comeau, interrogé comme acteur fédérateur et transformateur. Face aux inégalités territoriales, à la dévitalisation et à une certaine impuissance de l'État, le musée communautaire apparaît comme une réponse collective permettant de s'émanciper des centres culturels métropolitains. Instrument de médiation, il rend le patrimoine accessible, fédère, concerte et nourrit une émancipation identitaire. Ancré, il « vit pour et par la communauté » : il invite celle-ci à réinventer son rapport à un territoire entendu non seulement comme espace physique, mais aussi comme tissu de liens sociaux, intellectuels et affectifs. Le constat que la jeunesse y demeure encore peu présente ouvre toutefois une piste d'action.

Martin Roussy, directeur du Musée de la Gaspésie, a enfin défendu l'idée d'une véritable justice culturelle. Son argument repose sur une distinction essentielle : la valeur de la culture est la même partout, mais ce sont les conditions structurelles de sa production et de sa diffusion qui varient. Il ne s'agit donc pas d'opposer une culture métropolitaine à une culture régionale : Il n'existe qu'une culture québécoise plurielle,

composée par ses régions, mais, de mettre en lumière l'inégale distribution des ressources. Les chiffres sont éloquentes : un musée en région éloignée coûte 35 % de plus qu'à Montréal, 31 % des institutions s'y trouvent, et 75 % du financement se concentre dans deux régions. Le « en » de « culture en région » désigne précisément ce contexte d'action, fait de précarité des équipes et de crise de fonctionnement, qui appelle un financement à la structuration et la reconnaissance du mandat particulier des institutions éloignées.

Penser la culture en région, c'est moins définir un contenu qu'affirmer une pratique relationnelle, située et transformative, au croisement de l'art, du territoire et du vécu, et reconnaître les droits culturels et la citoyenneté culturelle qui en découlent.



Fait par Emily Dawson



Fait par Emma Jacques

À propos des auteur-rices

Serigne Touba Mbacké Gueye

Philosophe et politologue, Serigne Touba Mbacké Gueye est professeur agrégé à l'École de travail social de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Il est chercheur régulier de l'Axe de recherche « Développement des communautés » de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux (IUPLSSS- CIUSSS de l'Estrie – CHUS) et chercheur associé au Centre de recherche sur les transitions et l'apprentissage (CERTA) de l'Université de Sherbrooke). Spécialiste des questions afférentes aux politiques sociales, à la prévention de la criminalité en milieu défavorisé, à l'éthique, à la phénoménologie et à la politique du logement social, il est auteur de plusieurs articles scientifiques sur divers sujets en lien avec ses champs d'intérêt.

Madeleine Lefebvre

Madeleine Lefebvre est professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Détentrice d'un doctorat en sciences sociales appliquées (développement territorial) et d'une maîtrise en éducation (évaluation de programmes), elle se spécialise dans le développement des collectivités, les modalités de concertation partenariale et l'exercice de la politique dans les petites municipalités québécoises. Elle a collaboré à plusieurs projets de recherche avec les organismes Communagir et Espace MUNI, et participe à de nombreuses activités de formation et d'échange, notamment avec la Fédération québécoise des municipalités, l'Institut national de santé publique du Québec et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Roméo Martial Tapang

Il étudie au doctorat en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est par ailleurs membre-étudiant de : la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être (CREAT), du Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES) et de la Chaire entrepreneuriat altérité et société (CEAS). Il est également membre du Collectif de recherche sur les innovations économiques, sociales et territoriales (CRIEST).

À propos des auteur·rices

Luc Foleu

Luc Foleu est professeur en gestion à l'UQAR (Université du Québec à Rimouski). Il est titulaire d'un doctorat en administration des affaires de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Ses travaux de recherche portent sur l'entrepreneuriat et la performance des organisations; il s'intéresse particulièrement à la contribution des pratiques d'affaires à la compétitivité des PME, à la réussite et au bien-être des entrepreneurs, à l'entrepreneuriat culturel. Il est membre de la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être (CREAT).

Martin Roussy

Gestionnaire culturel depuis plus de 30 ans, j'ai travaillé en théâtre, télévision, variété et radio avant de me joindre au milieu muséal en 2019 comme 8e directeur général du Musée de la Gaspésie. À Radio Gaspésie, où j'ai été directeur général, l'équipe est passée de 12 à 16 employé·e·s à temps plein et les revenus ont crû de 25 %. La station a obtenu plusieurs distinctions, dont le titre de meilleure station communautaire en 2015 et le prix d'entreprise d'économie sociale en 2017. J'ai reçu le prix Résonance pour mon parcours dans le réseau de la radio communautaire. À Montréal, j'ai été le bras droit de Guy Latraverse, avec qui j'ai produit des émissions pour les Francofolies de Montréal, le Grand Rire de Québec et diverses séries et documentaires, ainsi qu'une trentaine de pièces de théâtre et de grands événements, dont pour le 350e anniversaire de Montréal. J'ai dirigé le Théâtre Il va sans dire de 1998 à 2003 aux côtés de son fondateur et directeur artistique Dominic Champagne. Diplômé en Arts et technologies des médias (télévision) à Jonquière, j'ai été assistant-réalisateur puis réalisateur à TVA Trois-Rivières, avant de suivre des formations en management aux HEC Montréal et en politique-philosophie à l'Université de Montréal. J'ai siégé à plusieurs conseils d'administration et agi comme mentor auprès de professionnel·le·s de la radio, de la télévision et du théâtre.

Faire culture en région : théâtre, territoire et transfert artistique dans la construction du sentiment d'appartenance

Serigne Touba Mbacké Gueye et Madeleine Lefebvre

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Cette communication propose de contribuer à la réflexion sur la notion de « culture en région » à partir d'une expérience théâtrale menée dans des petites collectivités rurales en Abitibi-Témiscamingue. Elle s'appuie sur le projet Michelin, une création théâtrale professionnelle ancrée dans des réalités agricoles et territoriales, présentée dans plusieurs municipalités rurales de l'Abitibi-Témiscamingue.

Dans un contexte marqué par des transformations socioéconomiques importantes, les milieux ruraux sont confrontés à des enjeux de recomposition du lien social et du sentiment d'appartenance. Dès lors, la culture en région ne peut être réduite à une simple diffusion d'œuvres produites ailleurs, mais doit être envisagée comme un processus situé, ancré dans les expériences, les pratiques et les interactions locales. À partir d'une approche qualitative interprétative, cette communication analyse le théâtre comme un dispositif de transfert artistique de connaissances, permettant de mettre en dialogue des savoirs scientifiques, des expériences vécues et des réalités territoriales. En mobilisant la parole, le corps et la mise en scène, les pratiques théâtrales offrent un espace où les participants peuvent nommer, partager et transformer leur rapport au territoire.

Les résultats mettent en évidence trois dynamiques principales : une revalorisation des expériences locales, une mise en récit collective du territoire et un renforcement du sentiment d'appartenance. Le théâtre agit ainsi comme un espace de médiation entre différents univers de sens, contribuant à redéfinir ce que signifie « faire culture en région ». Cette communication propose ainsi de penser la culture en région non comme un contenu, mais comme une pratique relationnelle, située et transformative, au croisement de l'art, du territoire et du vécu.

Le musée Église Sainte-Amélie de Baie-Comeau, un acteur fédérateur et transformateur?

Roméo Martial Tapang (Université du Québec à Montréal)

et Luc Foleu (Université du Québec à Rimouski)

Cette communication sur le musée Église Sainte-Amélie de Baie-Comeau examine le rôle de la culture (sentiment d'appartenance, identité, patrimoine et histoire commun) dans la mise en commun des acteurs locaux et la transformation des milieux de vie en région. En effet, ce musée résultant d'un processus initié en 2010 par les membres de la communauté locale afin de s'approprier l'église Sainte-Amélie désignée immeuble patrimonial par le gouvernement québécois en 2017 traduit une volonté d'utiliser la culture pour le développement local. Bâti entre 1930 et 1940 dans la première décennie de la création de la ville de Baie-Comeau (Tapang, 2025). Notre objectif ici est d'analyser en quoi l'appropriation de ce patrimoine par la communauté locale est indispensable dans la construction du récit et du développement local. Nous voulons ainsi répondre à la question : comment un musée peut devenir un instrument de concertation et de transformation locale, dans un contexte d'émancipation des régions éloignées? De manière hypothétique, ce musée joue un rôle dans la concertation des acteurs locaux, la co-construction des savoirs et des expériences pouvant induire des innovations économiques et socio-territoriales. Ce texte s'inscrit dans la continuité d'un travail de recherche que nous avons réalisé en 2025 sur ce musée, nous utiliserons des données d'entrevues et des observations de terrain pour le documenter. Ce musée témoigne d'une volonté locale d'en faire un instrument pour favoriser la création d'initiatives collectives encourageant la réflexivité mutuelle, la participation citoyenne et les interrelations entre divers milieux (éducatif, économique, social, etc.). Cela pourra donner naissance à des réseaux territoriaux jouant un rôle dans le rapprochement des communautés et leurs ressources, inscrivant une gouvernance collective et une transition territoriale.

Pour une véritable justice culturelle

Martin Roussy

Musée de la Gaspésie

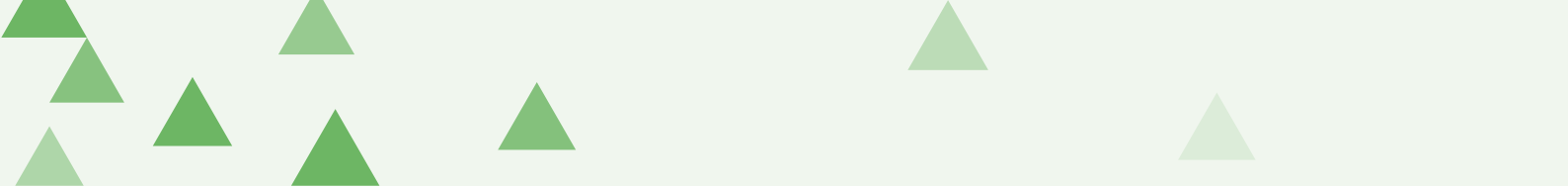
La présentation propose une réflexion critique sur la notion de « culture en région » en prenant appui sur l'expérience institutionnelle du Musée de la Gaspésie et sur la réalité propre aux régions éloignées du Québec. Son argument central repose sur une distinction essentielle entre la valeur intrinsèque de la culture, qui demeure la même sur l'ensemble du territoire, et les conditions structurelles de sa production, de sa diffusion et de sa pérennisation, qui, elles, varient fortement selon les contextes territoriaux. Ainsi, l'enjeu principal n'est pas d'opposer une culture métropolitaine à une culture régionale, mais plutôt de mettre en lumière l'inégale distribution des ressources, des réseaux, des infrastructures et des capacités institutionnelles qui soutiennent l'action culturelle.

Dans cette perspective, la présentation montre que les régions éloignées cumulent plusieurs contraintes systémiques : distance, coûts logistiques accrus, difficulté de recrutement, rareté des partenaires spécialisés et vulnérabilité accrue des institutions. La culture en région y apparaît donc moins comme une catégorie esthétique ou identitaire fermée que comme une pratique située, inscrite dans un territoire, dans des relations de proximité et dans un écosystème social, historique et politique particulier.

Le propos interroge également la distinction entre diffusion culturelle en région et production culturelle régionale. Il suggère qu'une œuvre simplement présentée en région ne participe pas nécessairement d'une culture « en région » au sens fort, si elle ne s'inscrit pas dans une dynamique territoriale de création, d'appropriation et de résonance locale. En ce sens, la présentation défend implicitement une lecture de la culture en région comme enjeu de justice territoriale, de démocratie culturelle et de reconnaissance institutionnelle.

04

Institutions culturelles



Synthèse du bloc Institutions culturelles

Le dernier panel de la journée s'est penché sur les institutions culturelles régionales et sur les conditions de leur pérennité. **Jonathan Rouleau** a d'abord proposé une typologie de l'engagement culturel des cégeps en région, institutions dont la loi reconnaît la mission de collaboration au développement social et culturel de leur territoire, mais qui demeurent largement absentes des politiques culturelles. À partir des membres du Regroupement des cégeps de régions, il distingue trois modes d'engagement : (1) former, c'est-à-dire produire des compétences artistiques, le cégep agissant souvent comme principal pôle de formation en l'absence d'institutions spécialisées ; animer et donc structurer une vie culturelle parascolaire, facteur reconnu de réussite éducative ; et irriguer en faisant de l'établissement une véritable infrastructure culturelle territoriale, sa bibliothèque, sa salle de spectacle ou sa galerie constituant parfois les seuls espaces culturels d'un vaste territoire.

Ces modes s'articulent entre scène restreinte et scène ouverte et tendent à entrer en osmose. La principale recommandation consiste à reconnaître et à intégrer le cégep comme partenaire à part entière dans la gouvernance et la mise en œuvre des politiques culturelles

territoriales, voire à se doter de politiques culturelles collégiales, à l'exemple des deux établissements qui en disposent déjà . Cette réflexion rouvre aussi des débats classiques sur la frontière entre amateur et professionnel et sur la place des arts dans le parcours étudiant.

Rébecca Lemay-Perreault a ensuite présenté le centre d'artistes l'Atelier Silex et son ambition de « faire pôle » en région. Rappelant que la multiplicité des centres d'artistes dément l'idée d'un désert culturel, malgré une réelle asymétrie avec les métropoles et la concentration de 18 % seulement des artistes professionnelles en région, elle a montré comment une organisation peut demeurer pertinente en existant véritablement pour sa communauté. Son laboratoire de médiation, pensé comme espace entre art actuel et milieux de vie, fait de la médiation culturelle un travail scénarisé visant à reconnecter l'art à la vie. La mutualisation des ressources, la formation et le développement de la recherche y apparaissent non comme de simples béquilles, mais comme des conditions mêmes de la pérennité institutionnelle.

Marie-Claude Gamache a enfin illustré ce levier avec le Musée maritime du Québec, à L'Islet, confronté

à l'éloignement, à un plafond de fréquentation et à la difficulté de capter l'attention des médias comme de rivaliser avec les musées d'État. Devant la faiblesse des hausses de subvention, la mutualisation, incarnée par le projet Cap aux Musées, change de paradigme. Mais elle exige du temps, de la régularité et beaucoup de communication : rencontres hebdomadaires, ressource neutre et rigoureuse, conseils d'administration engagés et respectueux de l'autonomie de chacun. Surmontant la peur de la dilution identitaire, les institutions y substituent à l'esprit de compétition une culture de collaboration où la communication devient le moment de rassemblement qui tisse les liens et fait tomber les craintes.

De ces trois exposés se dégage une conviction commune : en région, les institutions ne peuvent se contenter d'attendre. Leur vitalité repose sur le partenariat, la mutualisation et la reconnaissance de leur rôle territorial, autant de conditions pour exister durablement, y compris lorsque le soutien financier se raréfie.



Fait par Jayden Tardif



Fait par Korianne Bégin

À propos des auteur-rices

Jonathan Rouleau

Jonathan Rouleau est chercheur et conseiller au centre Artenso (Montréal). Ses travaux portent sur les politiques culturelles, la transition socioécologique et le rôle de la culture dans le développement territorial des municipalités.

Rébéca Lemay-Perreault

Rébéca Lemay-Perreault (Ph. D. Muséologie, médiation, patrimoine, UQÀM) est chercheuse et chargée de cours à l'UQO, à l'UQTR et à l'UQÀM. Ses travaux portent sur les médiations culturelles, les études de publics et les transformations des institutions culturelles, avec une attention aux enjeux de participation et d'inclusion. En parallèle de ses activités d'enseignement, elle a récemment amorcé une collaboration avec le centre d'artistes Atelier Silex afin d'y développer un laboratoire de médiation culturelle.

Marie-Claude Gamache

Gestionnaire culturelle reconnue pour la transversalité de son parcours, Marie-Claude Gamache conjugue plus de 30 ans d'expérience dans les domaines des arts vivants, des médias et du patrimoine. Depuis la fin de l'année 2018, elle occupe la direction générale du Musée maritime du Québec (MMQ) à L'Islet. Sous son leadership, l'institution s'est imposée comme un laboratoire d'innovation en région, notamment par l'exposition permanente Hivernage / Ukiitillugu et la création du Parc fluvial, un projet d'exposition permanente à ciel ouvert ayant remporté le Prix Excellence 2023 de la Société des musées du Québec et le Prix du patrimoine 2024. Son expertise se concentre sur le positionnement stratégique des institutions hors des grands centres et sur la mutualisation des ressources comme levier de développement. Elle a notamment co-piloté le projet de rayonnement à trois têtes de Cap aux Musées et a participé, en 2025, à une mission d'étude internationale au Danemark portant sur les modèles de mutualisation muséale. Auparavant, elle a joué un rôle clé dans le rayonnement du tourisme créatif à Saint-Jean-Port-Joli — couronné par le prix Best Creative Destination à Londres en 2015 — et a oeuvré au développement de la danse contemporaine en région auprès de Fleuve | Espace danse. Issue du milieu des arts de la scène et des communications, elle détient un D.E.S.S. en relations publiques et un baccalauréat en histoire de l'art. Sa vision repose sur une culture décentralisée, innovante et profondément ancrée dans son territoire.

Les cégeps en région comme acteurs culturels : typologie d'un engagement pluriel

Jonathan Rouleau

Centre de recherche en art et engagement social Artensio

Quelles logiques d'action structurent l'engagement culturel des cégeps en région, et comment contribuent-ils à la vitalité culturelle des territoires? La Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29) stipule que le cégep est «destiné à collaborer au développement social et culturel de la région qu'il dessert» (article 47), notamment en permettant aux collectivités «l'utilisation de ses installations et équipements à des fins culturelles» (article 6.0.1.c). Ce mandat contraste avec un double paradoxe : d'une part, le rôle culturel des cégeps demeure sous-formalisé dans la recherche, sans que ses logiques d'action culturelle aient été modélisées (Bézy, 2011; KPMG, 2014; Beauchemin, 2020; Bouchard, 2020; Hamel, Héon et Savard, 2008); d'autre part, ces institutions demeurent largement absentes des politiques culturelles territoriales, malgré la municipalisation de l'action culturelle publique au Québec depuis 1992 (De la Durantaye, 2002) et le virage transversal de ces politiques, désormais davantage orientées vers le développement territorial que par secteur culturel (Rouleau, 2024).

Cette communication propose une contribution de nature théorique visant à esquisser un modèle d'engagement pluriel pour les cégeps et leur contribution à la vitalité culturelle locale (Hawkes, 2011; Klein et al., 2020). Reposant sur une analyse documentaire et sur des cas illustratifs tirés des membres du Regroupement des cégeps de régions (RCR), ce modèle s'articule autour de trois modes d'engagement :

- le premier – Former – renvoie à la production de compétences culturelles (Corbo, 2006; Jubinville & Pageot, 2024) et à la socialisation des publics étudiants : en région, le cégep agit souvent comme principal pôle de formation artistique en l'absence d'institutions spécialisées (Hamel, Héon et Savard, 2008; Brindamour, 2014);
- le deuxième – Animer – désigne la structuration d'une vie culturelle étudiante

comme expérience parascolaire (activités socioculturelles, concours cégeps en spectacle, ciné-clubs), un mode soutenu historiquement par le Réseau intercollégial des activités socioculturelles du Québec (RIASQ) et documenté comme facteur de réussite éducative (Roy et al., 2007; Fédération des cégeps, 2016);

- le troisième – Irriguer – fait du cégep une infrastructure culturelle territoriale : dans certaines régions, la bibliothèque, la salle de spectacle ou la salle d'exposition de l'établissement constituent les seuls espaces à vocation culturelle desservant un territoire étendu (Fédération des cégeps, 2016 b). C'est au sein de ce mode d'engagement que le cégep joue le plus explicitement un rôle d'interface entre l'institution éducative et la communauté, en ouvrant ses équipements et ses activités à une population qui dépasse largement sa population étudiante.

L'analyse transversale révèle plusieurs logiques productives : entre loisir culturel et pratique professionnelle (Rouleau, 2021), entre scène culturelle ouverte et scène culturelle restreinte (Rouleau, 2021; Straw, 2022), entre éducation et action culturelle locale. Ces tensions débouchent sur une réflexion de gouvernance (Divay et Belley, 2017; Porcedda, 2024), qui vise à interroger la manière dont les cégeps peuvent être reconnus et intégrés comme acteurs au sein des dispositifs de politique culturelle territoriale (Gattinger et Saint-Pierre, 2011; Gauthier et Roy-Valex, 2013; Leclerc, 2017; Saez, 2021; Bérubé et Paquette, 2025).

L'ambition de faire pôle en région : développement d'un laboratoire de médiation culturelle au centre d'artistes l'Atelier Silex. Entre mutualisation des ressources, innovation sociale et citoyenneté culturelle

Rébéca Lemay Perreault

Université du Québec à Montréal

L'art ultracontemporain québécois s'inscrit dans une géographie culturelle historiquement polarisée par les deux grands centres urbains que sont Montréal et Québec. Au fil des années, les données provinciales rendues disponibles par l'Institut de la Statistique montrent une concentration nette des conditions de pratique, de diffusion et de fréquentation des arts visuels. En 2010, 44,7 % des artistes québécois en arts visuels résidaient sur l'île de Montréal, tandis que l'ensemble des autres régions administratives en regroupait 18,7 % (Routhier, 2013). Cette proportion trouve écho dans la fréquentation muséale : en 2017, les 30 institutions les plus fréquentées généraient à elles seules 76 % des entrées intra-muros, dont 14 étaient situées sur l'île de Montréal et 7 dans la région de la Capitale-Nationale (Danvoye, 2018). Cette asymétrie territoriale pose un défi supplémentaire pour les espaces de production et de diffusion vouées aux arts contemporains et ultracontemporains sont majoritairement fréquentées par des publics familiers des codes de l'art actuel : une élite sinon économique, politique et bourgeoise, à tout le moins intellectuelle (Bourdieu & Darbel, 1969; Bourdieu, 1979; Heinich, 1998; 2014). Ce constat prend une résonance particulière dans le quartier Notre-Dame-des-Sept-Allégres, à Trois-Rivières, où est établi le centre d'artistes autogéré l'Atelier Silex. Situé au cœur de la Vieille Ville, l'Atelier Silex s'inscrit dans un secteur dont les données sociodémographiques indiquent une défavorisation marquée, avec un taux d'emploi des 25 à 54 ans de 53,8 %, contre 83,0 % pour Trois-Rivières, un recours à l'aide sociale de 31,7 %, contre

7,7 %, et un taux de faible scolarité de 32,4 %, soit plus du double de celui observé à l'échelle municipale (CIUSSS MCQ, s. d.; Statistique Canada, 2022). Ces indicateurs s'inscrivent plus largement dans un portrait régional où les enjeux de pauvreté et de vulnérabilité sociale demeurent significatifs en Mauricie (Centre de recherche sociale appliquée, 2024; Institut de la statistique du Québec, 2025). Sans réduire le quartier à ses vulnérabilités, à ces freins majeurs à l'accessibilité symbolique et économique aux arts et à la culture s'ajoute un défi encore plus considérable pour l'Atelier Silex, inhérent à sa mission. Axé sur la recherche-crédation et le développement des pratiques en art actuel, l'OBNL est un espace institutionnel destiné à la production des œuvres, donc peu aménagé physiquement pour accueillir des publics. C'est dans cet écart à combler que s'inscrit le projet de laboratoire de médiation culturelle de l'Atelier Silex. Actuellement en phase de conception et de demandes de financement, le laboratoire de médiation culturelle part d'une question : comment ses actions peuvent-elles aller au-delà de la diffusion des œuvres et du rayonnement des artistes, pour contribuer sans paternalisme à l'amélioration des milieux de vie et à l'agentivité des personnes qui habitent le territoire, tout en consolidant la viabilité économique d'un centre d'artistes voué à la production de l'art ultracontemporain? À l'échelle régionale, Silex constitue un nœud potentiel entre production artistique, savoir-faire d'atelier, écoles, organismes et milieux de vie. L'art peut ainsi être envisagé comme connecteur culturel (Castells, 1998, 1999, 2010), non par sa seule diffusion, mais par sa capacité à entretenir des relations situées en contribuant à la recherche de solutions à des problèmes collectivement nommés. À travers les activités de ce laboratoire en devenir, l'Atelier Silex opère lui-même un déplacement de son centre de gravité : son noyau quitte la centralité des objets artistiques pour basculer vers la périphérie des publics et des communautés (Lemay-Perreault, 2025). Deux programmes en chantier seront discutés. D'une part, un protocole de valorisation des processus de création et de recherche-crédation, permettant de rendre visibles la construction des savoirs en atelier, pour en faire des ressources partageables avec les écoles, les organismes et les publics dans une perspective de formation (du primaire à l'universitaire) et de divertissement. D'autre part, un modèle partenarial de recherche sur les publics à besoins particuliers, grâce à la contribution des organismes locaux dans une perspective de développement de protocoles d'interventions par l'art et une multiplication des registres d'actions de médiation culturelle. En articulant économie de l'enrichissement (Boltanski & Esquerre, 2017), innovation sociale, médiation agonistique (Mouffe, 2016; Lemay-Perreault & Paquin, 2021) et participation contributive (Jenkins, 2016; Simon, 2010), la communication défendra que la mutualisation des savoirs expérientiels communautaires locaux n'est pas seulement une réponse pragmatique à la rareté relative des ressources en région. Elle constitue une stratégie de développement culturel, un levier de viabilité pour les artistes et les organismes, ainsi qu'une condition pour faire de l'Atelier Silex un pôle d'expertise en médiation de l'art ultracontemporain engagé dans le développement des communautés de son quartier.

Naviguer hors des grands centres : La mutualisation comme levier de positionnement pour le Musée maritime du Québec – Capitaine J.E. Bernier à L'Islet

Marie-Claude Gamache

Musée Maritime du Québec

Présentée lors des Journées d'étude sur la notion de culture en région par Marie-Claude Gamache, directrice générale du Musée maritime du Québec – Capitaine J.E. Bernier (MMQ), cette communication aborde les défis de gestion et de rayonnement des institutions culturelles situées en milieu rural, dans la partie est de la région de Chaudière-Appalaches et à proximité du Bas-Saint-Laurent.

Situé à L'Islet, une communauté de 3 800 habitants, le MMQ est un fleuron patrimonial d'exception, récipiendaire de plusieurs prix d'excellence. Malgré la richesse de ses collections nationales et de ses innovations (telles que son Parc fluvial et son exposition à ciel ouvert, qui a généré une hausse de 42 % de sa fréquentation), le musée fait face au « paradoxe du rayonnement ». Avec à peine six employés permanents, un plafond de fréquentation de 18 000 visiteurs et un soutien financier traditionnel limité, l'institution doit innover pour briller face aux grands centres et aux destinations touristiques hautement compétitives.

Pour rompre cet isolement, le MMQ a initié un virage stratégique majeur en mars 2024 : la mutualisation. À travers l'alliance « Cap aux Musées », trois institutions agréées du même territoire ont uni leurs forces afin de faire rayonner leurs offres et missions. Ce projet repose sur un modèle de gouvernance agile, une culture de confiance réciproque et un protocole de décision par consentement, transformant ainsi la compétition locale en solidarité réelle. Cette dynamique collaborative a d'ailleurs mené, en octobre 2025, à une mission scientifique internationale au Danemark visant à analyser les modèles scandinaves de mutualisation. La directrice générale du MMQ y a participé en compagnie de 12 autres professionnels et

professionnelles de musées du Bas-Saint-Laurent et de la recherche universitaire.

En conclusion, cette présentation démontre que la mutualisation en région n'est pas une formule magique, mais bien une discipline de gestion rigoureuse. Elle s'impose comme une innovation sociale essentielle et un terreau fertile pour inventer les modèles de gestion culturelle de demain.

05

Bandes dessinées sur la culture en région

Synthèse du bloc
Bandes dessinées sur la culture en région

Ouvrant la seconde journée, ce panel a abordé la culture en région par un médium original : la bande dessinée. **Laurence Girard, Lorianne Fortier, Luke Sullivan, et Maël Fournier** ont présenté des planches issues d'ateliers de consultation citoyenne, fruit d'un partenariat avec Culture pour tous. La démarche part d'une question simple, posée directement aux habitant·es : « C'est quoi, la culture dans vos régions ? »

L'intérêt de cette approche tient à son ancrage résolument populaire. Au-delà du milieu professionnel et du milieu de la recherche, souvent les seuls convoqués lorsqu'on parle de culture, elle rappelle qu'il ne faut pas négliger le point de vue des gens eux-mêmes, ceux qui vivent et pratiquent la culture au quotidien. Accessible et conviviale, la bande dessinée devient ainsi un outil de médiation et de mise en récit collective : elle traduit en images la parole citoyenne et restitue à chaque territoire sa propre représentation de ce qui fait culture.

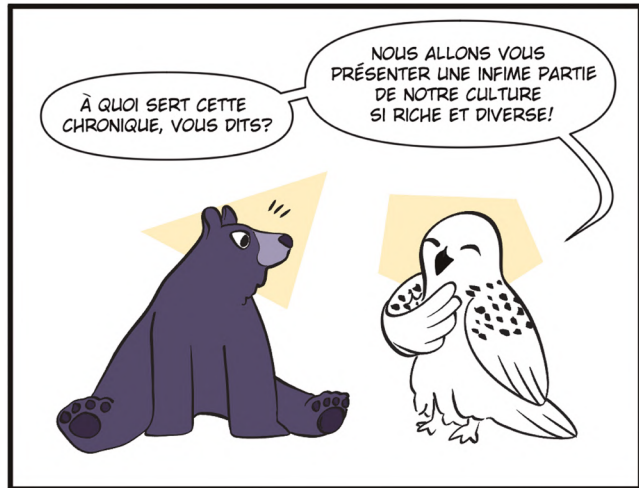
Les réponses recueillies font ressortir la singularité de chaque région. À chacune ses symboles et ses imaginaires : la ceinture fléchée dans Lanaudière ou encore, au Saguenay, le béluga, la pêche blanche et le bleuet, autant de marqueurs où

se croisent nature et culture, sans oublier une présence autochtone affirmée. Ce que la consultation met en évidence, c'est que la culture en région est « propre à chacun » : elle ne se laisse pas réduire à une définition unique, mais se décline en autant d'expressions qu'il existe de communautés et de territoires.

Les différentes interventions des auteur·es, illustrent concrètement plusieurs fils conducteurs du colloque : partir du territoire et de l'expérience vécue, donner la parole aux citoyen·ennes et faire de la création un vecteur d'appartenance.

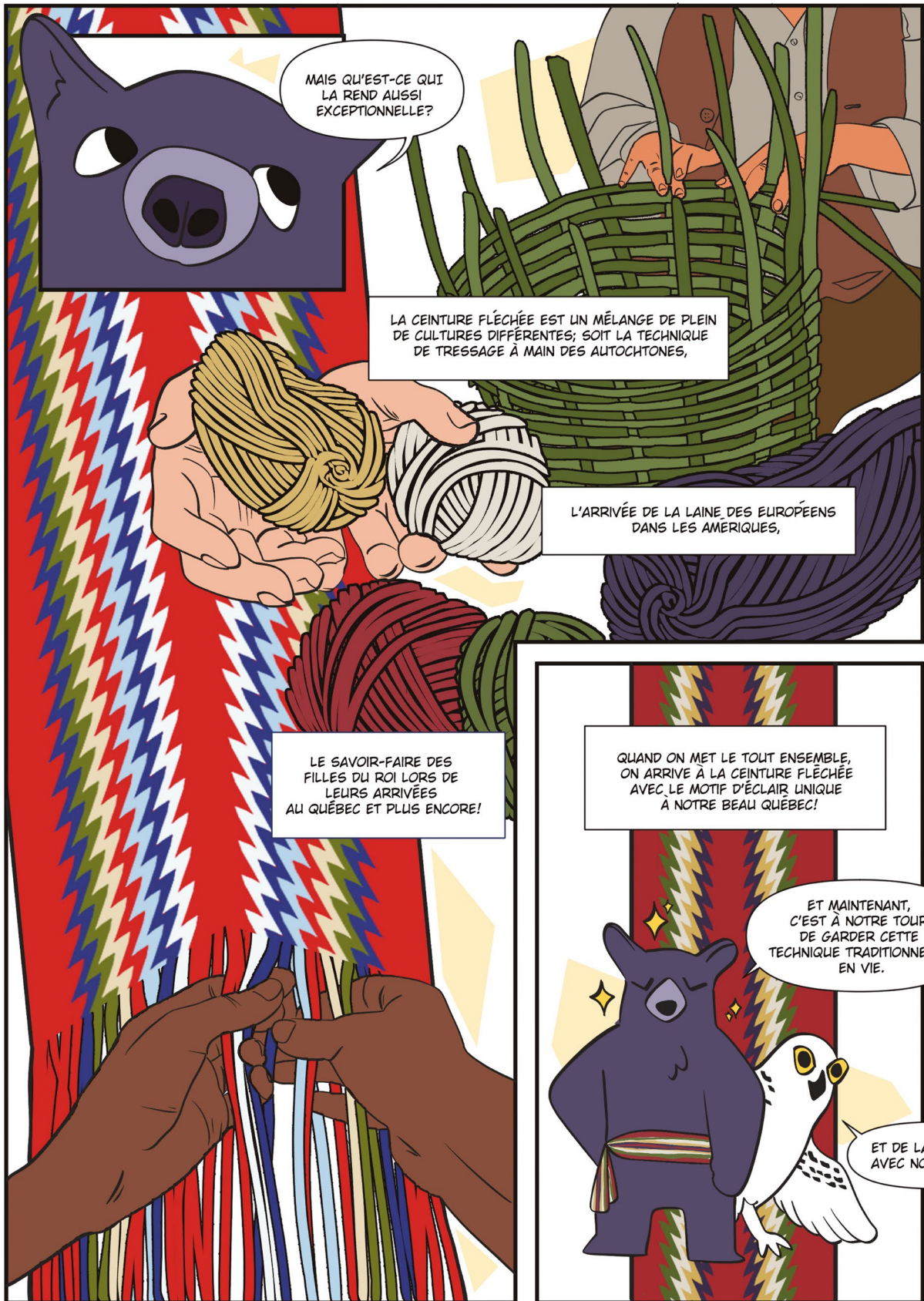


Fait par Laurent Masri-Clermont



LA CEINTURE FLÉCHÉE!

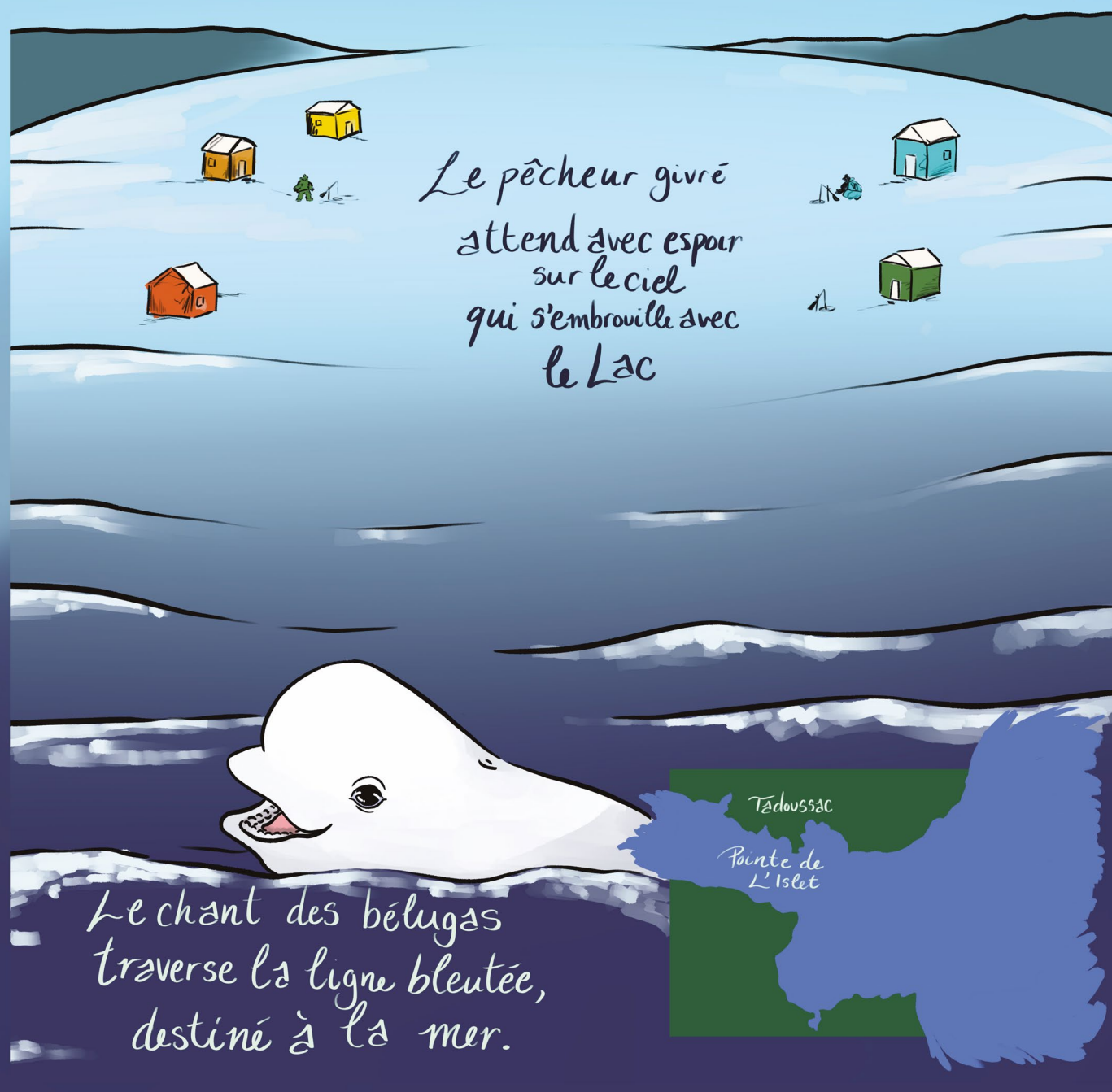






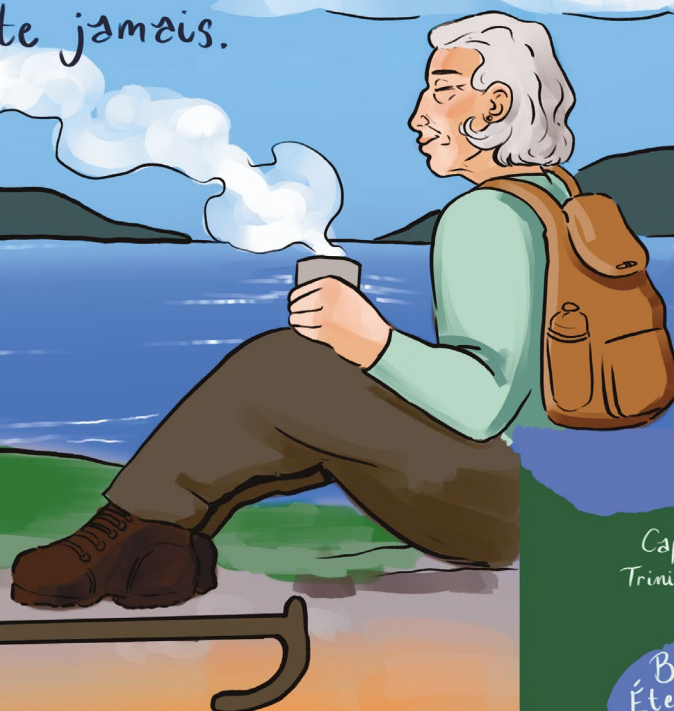
La Culture au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Par Lorianne Fortier



Bande dessinée sur la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean par Lorianne Fortier

Le thé, enfin savouré,
souhaitant que le temps ne
s'arrête jamais.



Cap
Trinité

Baie
Éternité

Fjord du
Saguenay

Le feu sur la grève,
regarde le soleil se coucher dans le Fjord,
Se demande si lui aussi pourrait
toucher l'horizon.





An artistic illustration of a landscape. In the upper left, a green landmass is labeled 'Mashtemiatsh' against a blue sky. A large tree with yellow-green foliage stands in the center. A dreamcatcher with white feathers hangs from one of its branches. In the foreground, two hands hold a cluster of blueberries; the hand on the left wears a green and white patterned sleeve. The background features rolling green hills. In the lower right, a map of Saguenay Lac-Saint-Jean is shown. Text is written in a cursive font in several places.

Mashtemiatsh

Fierté d'une essence,
Tenace et
déterminée,
offrant un
abri au
rêve.

Saguenay
Lac-Saint-Jean

Deux mains qui se tiennent,
Reliées par un savoir,
Qu'on m'a offert et qu'un jour j'offrirai.

Une ruée vers l'art

Un après-midi d'été sur le campus de l'université du Québec à Trois-Rivières.



Tout d'abord, ils vont voir leur vieil ami Le Flambeau (conçu par Jules Caron).

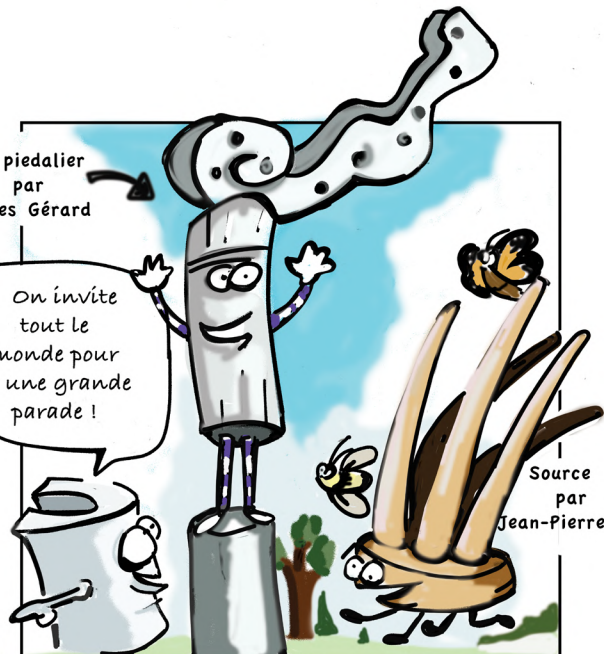


Une fois tous réunis, la grande parade a lieu dans la joie et l'excitation.



Le piedalier par Gilles Gérard

On invite tout le monde pour une grande parade !



Source par Jean-Pierre Morin

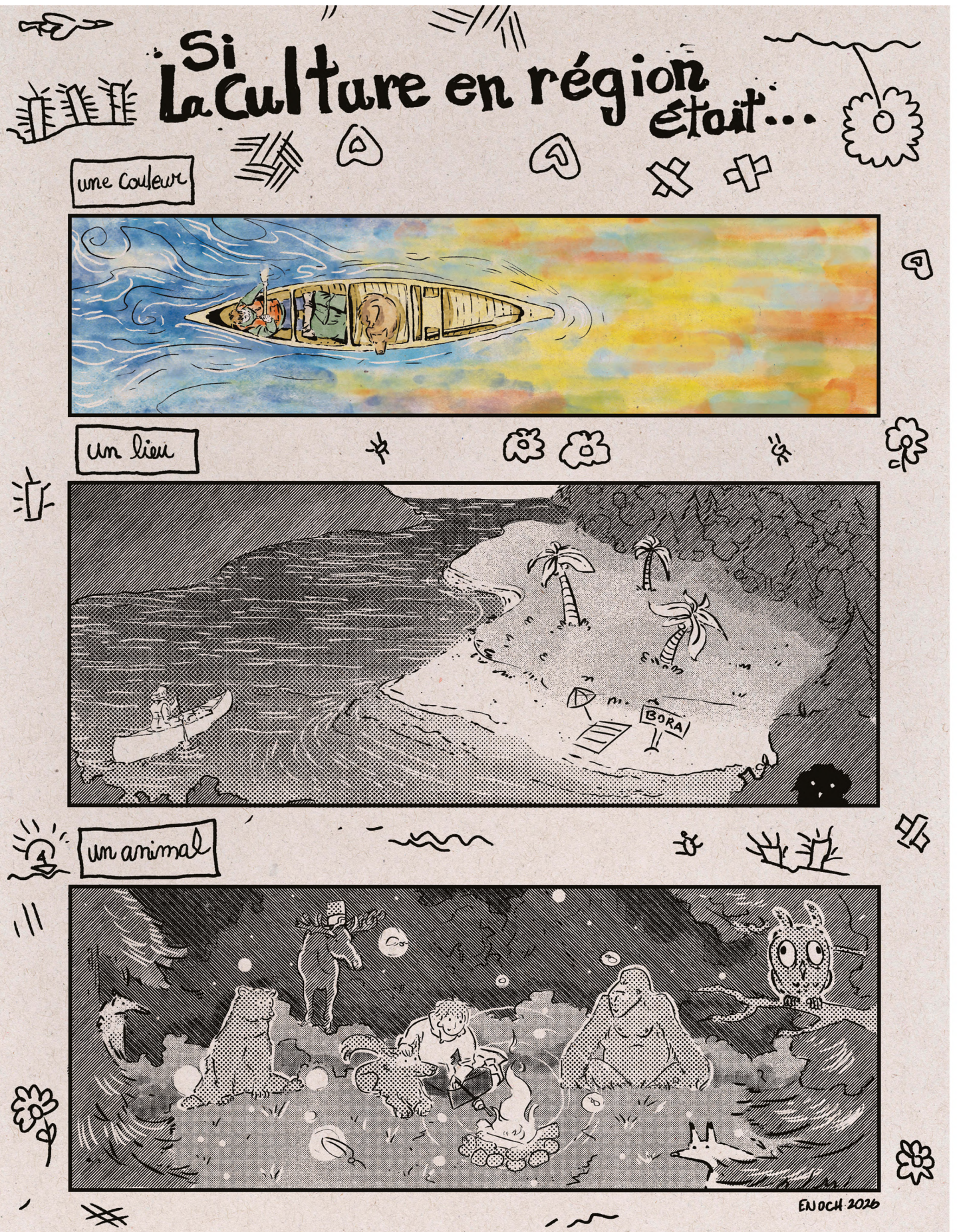
Ensuite les personnages du circuit des murales.

La traversée par Camilia Leclerc-Richard

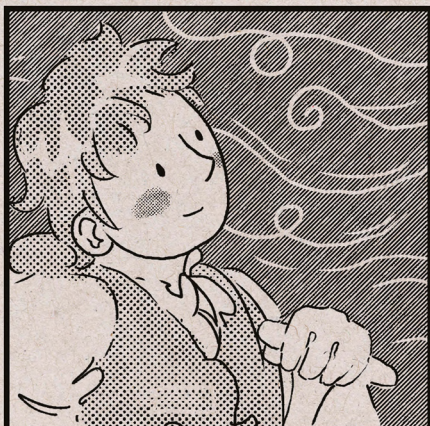


Tout le monde passe
au piano pour une soirée
inoubliable.

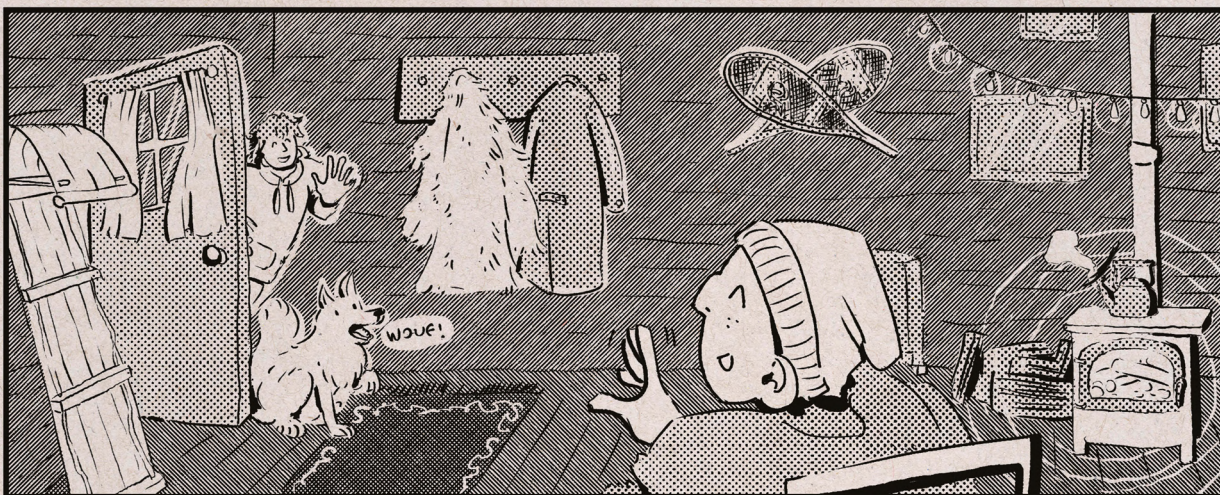




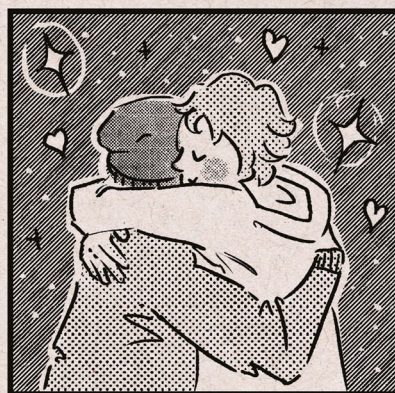
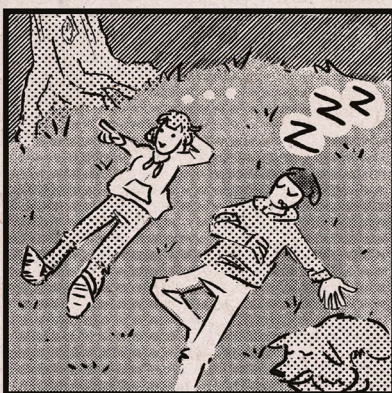
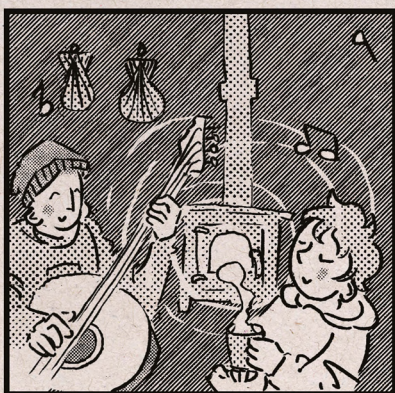
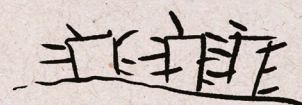
Bande dessinée sur la région de la Côte-Nord par Maël Fournier



une chose

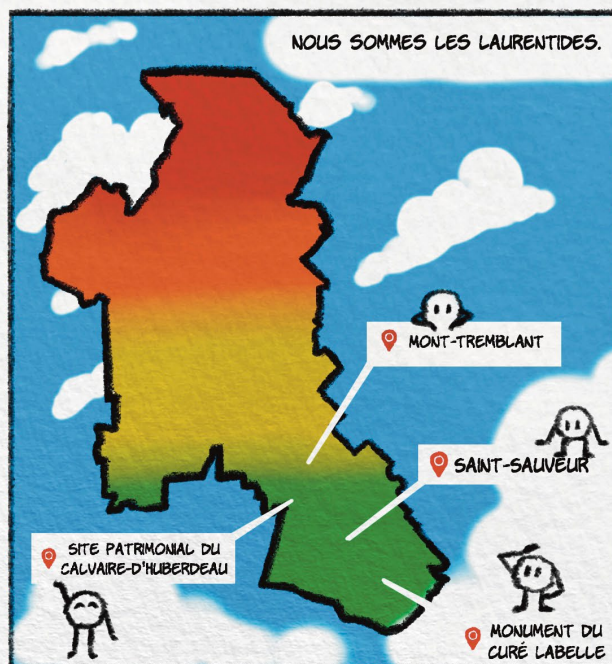
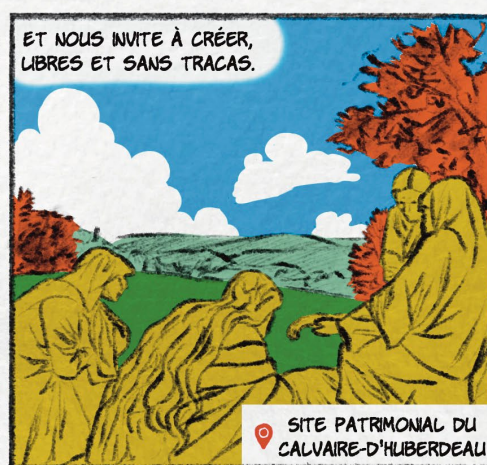
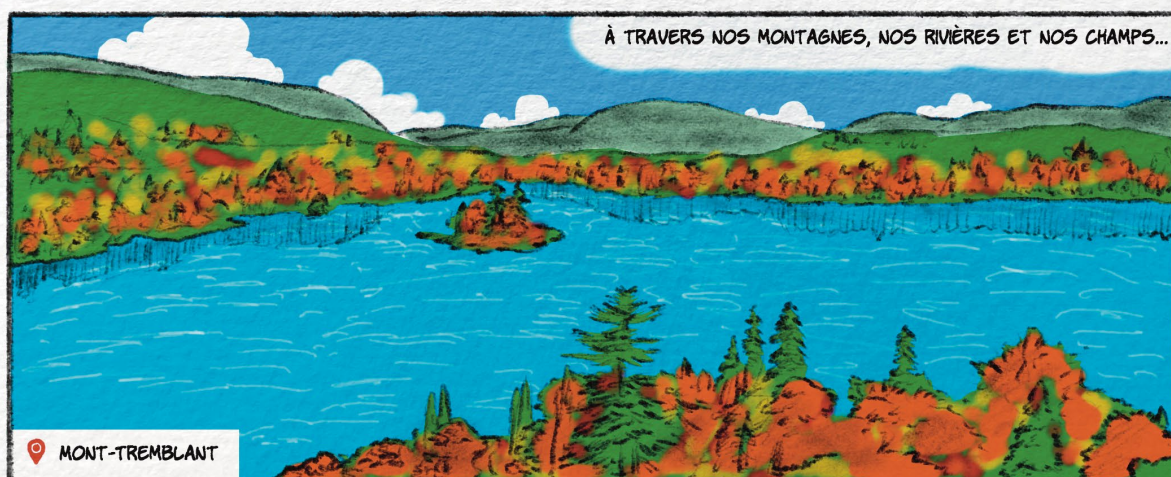


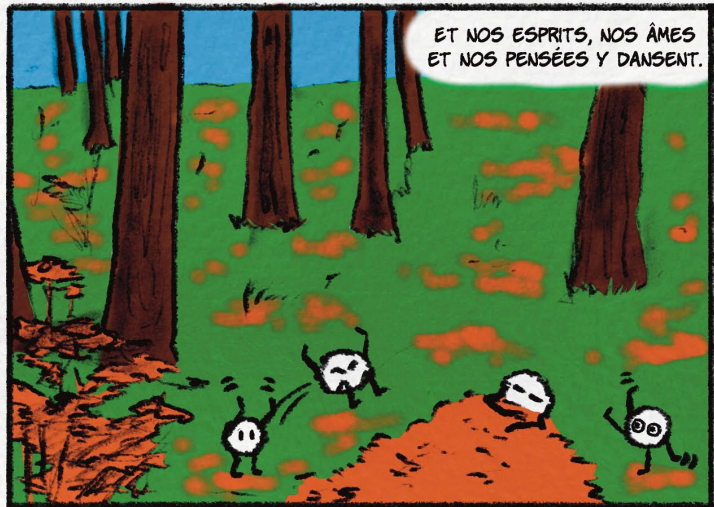
un Verbe



ENOCH 2026







06

Impacts socio- économiques et développement territorial

Synthèse du bloc
Impacts socio-économiques et développement territorial

Le deuxième panel de la journée a déplacé la réflexion vers les retombées concrètes de la culture sur le développement des territoires. Frédéric Laurin a présenté un portrait des impacts socio-économiques des arts et de la culture en Mauricie, en rappelant d'abord les mécanismes par lesquels la culture agit sur l'économie d'une région : capacité d'innovation, tourisme, entrepreneuriat, cohésion et intégration sociales, éducation, attractivité territoriale, revitalisation économique et urbaine. La production artistique génère un PIB, crée des emplois et des entreprises et entraîne des retombées fiscales ; surtout, le milieu culturel, créatif et porté à la collaboration, irrigue les autres secteurs par une émulation et un réseautage mutuellement inspirant.

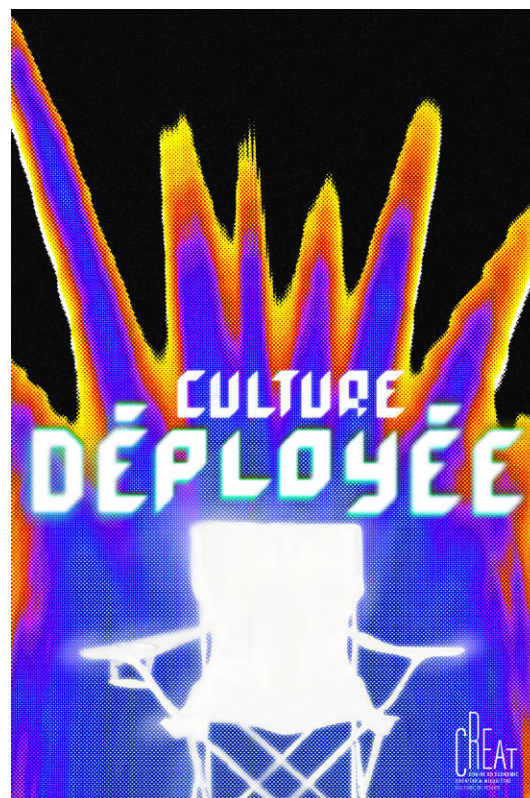
Les chiffres confirment ce poids : les arts et la culture représentent 2,6 % du PIB de la Mauricie, au 10^e rang sur 33 secteurs, devant la métallurgie ou le papier, avec une estimation de près de 99 millions de dollars pour 2026, hors tourisme et communications. L'investissement culturel se révèle particulièrement rentable, chaque dollar engagé produisant davantage de retombées que dans bien d'autres secteurs emblématiques du Québec. À ces effets économiques s'ajoutent des impacts

sociaux majeurs : persévérance et réussite scolaires, cohésion et dialogue interculturel, qualité de vie, fierté et notoriété, santé et réduction du vandalisme. Pour mesurer cet apport, Frédéric Laurin propose un indicateur composite de vitalité culturelle reposant sur dix-huit facteurs, qui place la Mauricie parmi les régions les plus dynamiques de la province.

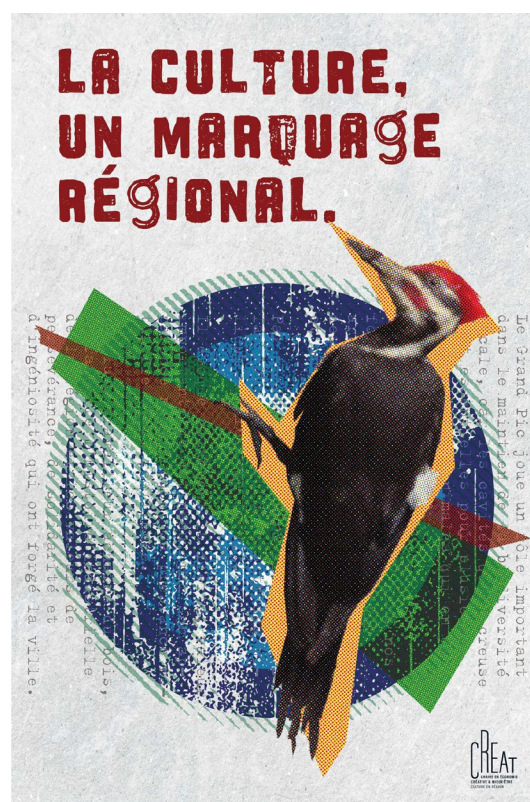
Jonathan Lachance, Martin St-Gelais et Marie-Hélène Talon a ensuite offert un contrepoint depuis le Conseil régional Culture Montérégie. Deuxième région démographique et économique du Québec, la Montérégie occupe pourtant le dernier rang provincial pour le financement public de la culture par habitant·e, un écart résumé par une formule frappante : 90 dollars par citoyen·ne investis à Montréal contre 8 en Montérégie. Vaste territoire de treize MRC, périphérique mais distinct de Montréal, la région cumule désert d'accessibilité dans ses petites villes, infrastructures rares et mal en point, absence d'antennes médiatiques nationales et non-indexation des budgets, ce qui pousse ses artisanes à travailler dans la métropole, dix fois mieux subventionnée. Malgré ces contraintes, Culture Montérégie défend son milieu et mise sur l'avenir. Sachant qu'un enfant québécois

sur cinq y habite, l'organisme a créé en 2024 le Bureau de coordination en culture jeunesse, dont l'approche intersectorielle : croisant culture, transport, affaires municipales, éducation et santé, inspire déjà d'autres conseils régionaux. La plateforme Catapulte, le « trialogue » entre enfant, éducateur·rice et artiste, ou encore la reconversion du patrimoine bâti, notamment les églises, en lieux centraux d'accessibilité illustrent cette volonté de faire de la culture une biodiversité à entretenir par la création de réseaux et de pôles.

Mis en regard, les deux exposés montrent que la culture est un secteur économique porteur autant qu'un facteur de cohésion sociale, mais que ses retombées demeurent tributaires d'un financement très inégalement réparti sur le territoire. Documenter rigoureusement ces impacts économiques comme sociaux apparaît dès lors comme un levier essentiel pour plaider la cause des régions et orienter l'action publique.



Fait par Laurie-Ming Goyette



Fait par Lucy Bettencourt

À propos des auteur·rices

Frédéric Laurin

Frédéric Laurin est professeur d'économie à l'École de gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières et chercheur à l'Institut de recherche sur les PME (INRPME). Ses recherches portent en particulier sur le développement économique régional, l'entrepreneuriat, le marketing territorial et le commerce international. À titre de chercheur, il a travaillé avec des institutions telles que la Caisse de dépôts et de placements, Investissement-Québec et Développement économique Canada (DEC).

Jonathan Lachance

Jonathan Lachance est agent de recherche et de documentation à Culture Montérégie. Il est aussi chercheur en histoire de l'art et de l'architecture, diplômé de l'UQAM (Ph.D.) en 2017 et couramment chargé de cours à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal.

Martin St-Gelais

Martin St-Gelais est directeur général de Culture Montérégie depuis janvier 2026. Artiste autant que gestionnaire, il évolue depuis plus de 35 ans dans des univers aussi variés que la culture, l'entrepreneuriat, le milieu municipal et les affaires publiques. Comédien, musicien, metteur en scène, producteur et directeur de tournée, il connaît le milieu culturel de l'intérieur et sous plusieurs angles. Son parcours l'a aussi amené à travailler en développement local et municipal, où il a pu mesurer toute l'importance de la culture dans la vitalité des communautés. Curieux, rassembleur et profondément attaché au territoire, Martin aime créer des ponts entre les personnes, les idées et les milieux. À la tête de Culture Montérégie, il met aujourd'hui cette riche expérience au service de celles et ceux qui font vivre la culture dans la région, avec la conviction que la culture est un puissant moteur de rencontre, d'identité et de développement.

À propos des auteur-rices

Marie-Hélène Talon

Marie-Hélène Talon est coordonnatrice de la culture jeunesse chez Culture Montérégie, où elle œuvre à rapprocher les milieux culturel et éducatif afin de favoriser l'accès des jeunes aux arts et à la culture. Son travail l'amène à développer des projets qui créent des ponts entre artistes, organismes culturels, milieux scolaires et acteurs de la petite enfance. Elle coordonne notamment le Pôle culturel jeunesse de la Montérégie et contribue au développement de Catapulte, une plateforme qui facilite la rencontre entre l'offre culturelle professionnelle et le milieu scolaire. Au cœur de sa démarche : la conviction que le contact avec les arts et la culture dès le plus jeune âge contribue au développement des enfants, nourrit leur curiosité et participe à la construction d'une culture vivante et partagée.

Impact socio-économique du secteur des arts et de la culture en Mauricie

Frédéric Laurin

École de gestion – UQTR et Institut de recherche sur les PME

Nous présentons un portrait des impacts socio-économiques du secteur des arts et de la culture en Mauricie. Après avoir rappelé les principaux mécanismes théoriques par lesquels les arts et la culture ont un impact sur le développement économique d'un territoire, nous détaillons les impacts économiques des arts et de la culture de la Mauricie sur la base d'une série de statistiques et d'estimations. De plus, par une enquête auprès du milieu culturel de la région, nous présentons une analyse détaillée des retombées économiques ainsi que des contributions sociales (impacts sur la cohésion sociale, l'éducation, la santé, l'inclusion, la qualité) des arts et de la culture en Mauricie. Enfin, nous introduisons un indicateur composite de la vitalité culturelle des arts et de la culture dans les régions du Québec.

Précarités et espoirs de la culture en Montérégie

Jonathan Lachance, Martin St-Gelais et Marie-Hélène Talon

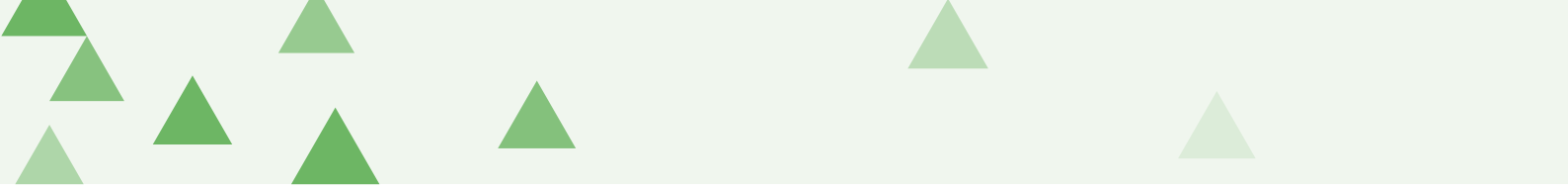
Culture Montérégie

Cette conférence propose d'explorer la notion de culture en région du point de vue d'un Conseil régional de la culture — Culture Montérégie — dont le mandat est de regrouper, représenter, former et conseiller les artistes, organismes et travailleurs culturels de son territoire administratif. Depuis 1977, l'OBNL plaide avec insistance auprès des instances publiques pour une amélioration des conditions de vie et de pratique des arts et de la culture dans la région. La Montérégie est la 2e région démographique et économique du Québec, mais elle repose au dernier rang provincial en matière de financement public de la culture par habitant. Les médias publics nationaux n'y possèdent aucune antenne, ses infrastructures culturelles dédiées sont rares et mal en point, ses déserts culturels nombreux et la non-indexation des budgets gouvernementaux qui perdure depuis plusieurs années accroissent de façon continue l'insécurité financière du milieu, réduisant du même coup la quantité et la qualité de l'offre culturelle sur le territoire, et drainant la région de ses artisans qui, faute de soutien local, préfèrent travailler à Montréal, dix fois plus subventionnée.

Malgré ses ressources limitées, Culture Montérégie travaille à pied d'œuvre pour défendre son milieu face aux enjeux permanents de financement, d'accessibilité universelle et de saine gouvernance en culture. Parmi ses initiatives d'avenir, la création du Bureau de coordination en culture jeunesse (BCCJ) en 2024 inspire déjà d'autres CRC de la province par la façon dont elle articule la collaboration croisée de champs ministériels distincts (culture et communications, transports, affaires municipales, éducation, enseignement supérieur et santé) au profit des publics jeunesse. L'accent mis sur l'intersectorialité et le développement à long terme contribue non seulement à redéfinir l'interventionnisme d'État dans le champ culturel, il aide aussi à garantir la citoyenneté et la littératie culturelle des décideurs de demain.

07

Patrimoine et mémoire



Synthèse du bloc Patrimoine et mémoire

Les différentes interventions de ce panel ont mis en lumière la dimension mémorielle de la culture en région et le rôle décisif de l'engagement citoyen. **Alain Roy** a présenté les travaux du chantier Agents mémoriels et de son volet ECHiPa, consacré à l'apport des sociétés d'histoire à la mémoire québécoise, à partir du cas du Bas-Saint-Laurent. Il propose de penser l'histoire et le patrimoine comme un écosystème mémoriel : la manière dont une société s'inscrit dans le temps, par l'identité, l'enracinement et la consolidation du tissu social. Sa thèse centrale est que le passé s'infuse dans la culture vivante d'une communauté, la vitalité mémorielle se mesurant à la force avec laquelle cette mémoire s'exprime dans le paysage bâti, la médiation muséale et les activités patrimoniales.

Au cœur de cet écosystème, quatre pôles : recherche, institutions, gouvernement et engagement citoyen, entretiennent un dialogue dynamique. Les données du Bas-Saint-Laurent en révèlent l'ampleur : 32 organismes actifs, dont les plus anciens remontent à 1948, une production considérable de savoir (199 volumes, plus de 5 700 articles) et la protection de centaines de biens immobiliers. Alain Roy en conclut que les citoyen·nes, à travers ces

sociétés et organismes, sont des acteur·rices clés de la protection du patrimoine matériel et immatériel, apportant une contribution majeure de nature non institutionnelle. La région constitue le référentiel dans lequel s'exerce cette agentivité citoyenne.

Jean-Marc Blais a ensuite présenté le projet de nouveau Musée régional de l'Outaouais, souhaité depuis des décennies, en interrogeant la raison d'être d'un musée aujourd'hui. Son parti pris est de bâtir l'institution non sur une collection, mais sur un territoire et sur les gens qui l'habitent. Pensé comme un tiers-lieu interculturel et un espace de dialogue, le musée y est moins affaire de fréquentation que de relation : il invite à « fréquenter » plutôt qu'à seulement « visiter ». La frontière, dans cette région-carrefour, est envisagée comme lieu de métissage et non de rupture, et l'américanité comme expérience de mobilités et d'appartenances multiples.

En réponse à l'accélération du monde, le musée peut devenir un lieu de ralentissement, de reconnexion et de résonance, un pont mémoriel et une « maison commune » dont le rôle social se renouvelle autour de l'écoute et de la co-construction. S'appuyant sur la fonction sociale

du musée théorisée par John Falk (1992, 2013), Blais défend des institutions centrées sur les relations et sur l'expérience vécue des citoyen·nes, où l'on intègre une collection à un territoire afin d'en faire une véritable porte d'accès à la région.

Au terme de ce panel, on retiendra que la culture tisse une identité multiple et donne une voix aux communautés. Qu'elle s'incarne dans l'action des sociétés d'histoire ou dans un musée repensé, la mémoire apparaît comme un capital culturel qui s'organise, mobilise et outille les territoires, fondement d'un droit culturel et d'une citoyenneté culturelle incarnés.



Fait par Maïte Hogue



Fait par Rosalie Guenard

À propos des auteur-rices

Alain Roy

Alain Roy est historien retraité. Au cours de sa carrière, il s'est notamment intéressé aux enjeux de mémoire et de patrimonialisation, à l'histoire urbaine, à la francophonie canadienne et aux chemins anciens. Après avoir œuvré pendant plusieurs années comme consultant puis au sein de Bibliothèque et Archives Canada, il poursuit ses activités, notamment dans le cadre du groupe de recherche Agents mémoriels, un engagement d'hier à aujourd'hui du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM), chantier qui s'intéresse à la participation citoyenne en histoire et patrimoine, tant passée que contemporaine. Il est chercheur collaborateur au LHPM et chercheur en résidence au CRCCF (Université d'Ottawa).

Jean-Marc Blais

Jean-Marc Blais est muséologue et gestionnaire culturel. Il a occupé des fonctions de direction au sein d'institutions muséales d'envergure, développant une expertise en gouvernance, en planification stratégique et en développement institutionnel. Ses réflexions portent sur les transformations contemporaines du musée et son repositionnement dans la société. Il s'intéresse notamment au musée comme tiers-lieu, espace de médiation et de dialogue, ainsi qu'aux dynamiques de participation et de co-construction avec les publics. Dans cette perspective, il explore le musée de territoire comme vecteur d'ancrage culturel, social et symbolique.

Tisser la mémoire, tisser les communautés. La participation citoyenne en histoire et patrimoine et son apport à l'écosystème mémoriel du Bas-Saint-Laurent

Alain Roy

Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal

Partout à travers le Québec, des dizaines de milliers de citoyen·nes s'engagent dans leur milieu pour faire connaître le passé de leur localité, en défendre les traces dans le paysage ou en préserver la mémoire écrite ou orale. Ce faisant, ils s'insèrent dans un écosystème mémoriel et favorisent l'enracinement en créant un lien social significatif. Si cette intégration du passé dans la culture vivante est un facteur décisif de vitalité mémorielle et d'identité, l'apport citoyen en histoire et patrimoine reste méconnu. Il est pourtant fort significatif.

Dans le cadre du chantier de recherche Agents mémoriels, un engagement citoyen d'hier à aujourd'hui, le volet ECHiPa (Engagement citoyen en histoire et patrimoine), financé par le programme Engagement des FRQ, s'est penché sur l'apport des sociétés d'histoire à la mémoire québécoise par le biais notamment de chantiers régionaux. Après avoir proposé quelques réflexions sur le cadre théorique de l'écosystème mémoriel, la communication portera sur les résultats de cette recherche dans la région du Bas-Saint-Laurent. Ceux-ci démontrent l'importance de l'apport citoyen en histoire et patrimoine, que ce soit sous l'angle de l'engagement associatif, de la contribution au savoir historique, de la mise à disposition de patrimoine documentaire (archives et bibliothèques) ou encore de la préservation du patrimoine. Ils montrent également que le cadre régional est diversement investi par ces associations.

Le Musée régional de l’Outaouais – au-delà du musée traditionnel

Jean-Marc Blais

Musée régional de l’Outaouais

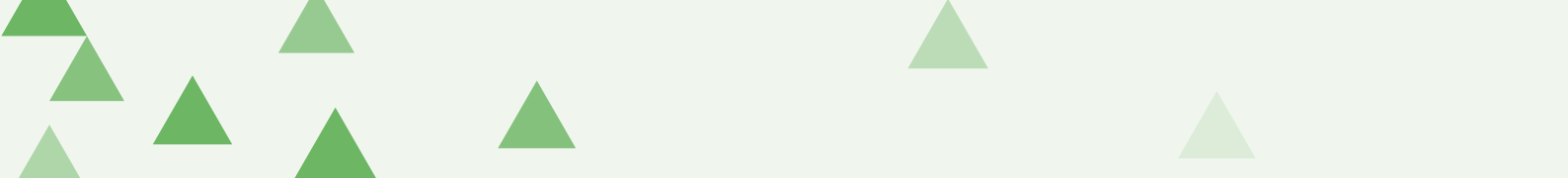
Créer un musée en 2026 est loin d’être une sinécure — encore plus dans une région qui, au fil des décennies, a dû composer avec un sous-investissement chronique en culture. En 2024, le ministre de la Culture et des Communications a confirmé l’octroi d’une aide financière importante afin de documenter la mise sur pied du Musée régional de l’Outaouais (MRO).

Les études réalisées depuis ont permis de dégager une vision claire et ambitieuse. Le MRO proposera une expérience renouvelée du musée. Pensé comme un tiers-lieu culturel, il invitera les citoyens de l’Outaouais et les visiteurs à se rencontrer, découvrir et échanger autour d’un territoire aussi riche que méconnu. L’enjeu ne sera plus seulement de « visiter », mais bien de fréquenter : un lieu où l’on vient flâner, apprendre, se divertir, se ressourcer et mieux comprendre le monde contemporain. Au cœur de cette approche se trouvent les citoyens, appelant à une diversification des expériences offertes : expositions, activités participatives, espaces de rencontre, initiatives culturelles ancrées dans la communauté. Le musée devient ainsi un véritable milieu de vie.

Le MRO s’inscrit dans cette mouvance. Il vise à devenir un lieu où la culture se partage, se discute et se vit collectivement, dans toute sa diversité — un point de rassemblement incontournable pour l’Outaouais et une invitation à repenser en profondeur notre rapport au musée.

08

Gouvernance culturelle et politiques publiques



Synthèse du bloc

Gouvernance culturelle et politiques publiques

Ce dernier bloc a interrogé la gouvernance culturelle et les politiques publiques qui encadrent la culture en région. **Laura Trottier** a porté un regard critique sur la notion de développement culturel, principe directeur de l'action publique depuis le livre blanc de 1978 et vecteur, par les ententes de développement culturel (EDC) mises en place dès 1995, d'une part importante du financement régional. À partir du cas de la MRC de Portneuf, région satellite de dix-huit municipalités ayant adhéré aux programmes d'aide depuis 1998 et financé quelque 165 projets depuis 2004, elle souligne un paradoxe : les critères d'admissibilité exigent des projets limités dans le temps, structurants et innovants, alors qu'un impact réel supposerait des initiatives pérennes et durables. Les MRC peinent à reprendre et à pérenniser les projets, et les EDC excluent par ailleurs les initiatives citoyennes.

Se creuse ainsi un écart entre la réalité du terrain et la lecture qu'en fait le ministère : ce dernier mesure le succès d'une EDC à l'aune du budget dépensé et du nombre de projets, tandis que la population l'évalue au sentiment d'appartenance qu'elle en retire. Les impacts sociaux ne figurant pas encore parmi les indicateurs de réussite gou-

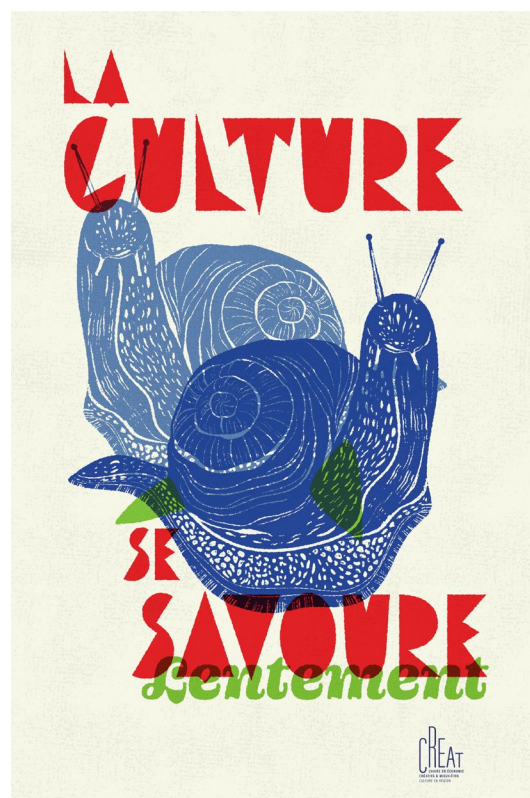
vernementaux, Trottier plaide pour que l'on distingue culture produite et culture vécue, et pour que l'on laisse au développement culturel le temps de s'enraciner.

Benjamin J. Allard et **Marie Suzor-Morin** ont prolongé cette réflexion depuis le contexte francophone minoritaire, en présentant l'accompagnement d'organismes culturels en recherche. Les organismes de soutien y jouent un rôle déterminant : restituer l'aide obtenue, documenter les démarches, valoriser l'expertise du terrain et reconnaître que les acteur·rices locales et locaux détiennent un savoir à part entière. Alexandre Schiele a poursuivi en interrogeant l'évaluation de l'impact qualitatif des milieux artistiques francophones en situation minoritaire. Depuis la fin des années 2010, le Conseil des Arts du Canada cherche à dépasser une mesure strictement économique et sectorielle pour saisir des effets non quantifiables : renforcement du lien social, développement personnel, transmission culturelle, ancrage, inclusion. Mais Schiele met en garde : la notion même d'« impact », calquée sur l'anglais outcome, se traduit mal en français et ne devrait pas conditionner l'octroi d'une subvention.

Nazaire Joinville a enfin élargi la

perspective à l'international avec une analyse de la musique populaire haïtienne comme outil de résistance et de revendication identitaire. Dans la première république noire, les courants Rasin et Rap Kreyòl inscrivent la musique dans un registre militant : enracinée dans le vaudou et les folklores afro-haïtiens, dialoguant avec les œuvres d'Anténor Firmin et de Jean Price-Mars, elle valorise et sublime la culture en affirmant l'authenticité de l'identité noire. La langue y devient un symbole de culture, et la fonction sociale des arts s'y incarne dans la formulation de véritables récits sociaux.

De Portneuf à Haïti, ce panel révèle une tension commune entre les logiques institutionnelles de financement et d'évaluation, d'une part, et la vitalité ancrée des pratiques culturelles, d'autre part. La participation citoyenne et l'engagement, encore freinés par le manque de temps et de moyens, doivent être renouvelés, car c'est de cet engagement que dépend la capacité de la culture à nourrir une identité singulière dans chaque territoire.



Fait par Roxanne Dionne

À propos des auteur-rices

Laura Trottier

Laura Trottier est actuellement doctorante en sociologie sous la direction de Pascale Bédard à l'Université Laval. Ses recherches portant sur le développement culturel en région, à la lumière des politiques mises en place et de la dynamique culturelle propre à un territoire, ont été soutenues par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH). Elle est également détentrice d'une maîtrise en musicologie (Université Laval) sous la direction de Sophie Stévançe, dont le mémoire portait sur les concerts crossover comme outils de démocratisation et de diversification des programmations d'orchestres symphoniques. En 2017, elle s'est vu octroyer le Prix de la Fondation SOCAN/MusCan pour la recherche sur la musique. Enfin, elle est coordonnatrice aux activités culturelles au sein du Service des partenariats et du soutien à l'innovation de l'UQTR.

Benjamin J. Allard

Benjamin J. Allard est responsable de la concertation et mobilisation des membres à la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF). Par le passé, il a mené des projets en littéracie numérique avec l'Alliance des arts médiatiques indépendants et a enseigné la médiation culturelle au Cégep de Saint-Laurent. AXENÉO7 et la Galerie d'art Morris et Helen Belkin ont présenté ses œuvres; ses textes ont été publiés par la SBC galerie d'art contemporain, The New Gallery et le magazine Inter. Il a aussi produit plusieurs émissions de radio, notamment à CIBL. Il est titulaire d'une maîtrise en arts visuels de l'Université de la Colombie-Britannique et d'un baccalauréat en étude de la communication de l'Université Concordia.

Marie Suzor-Morin

Marie Suzor-Morin est analyste de politiques et recherche à la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF). Œuvrant au sein de l'organisme depuis plus de six ans, elle est notamment co-autrice du premier portrait de l'éducation artistique en francophonie canadienne et contribue, par divers projets de recherche et de mobilisation des connaissances, à approfondir la compréhension des réalités et enjeux du secteur culturel francophone. Titulaire d'une maîtrise en sociologie de la Université d'Ottawa, elle s'intéresse particulièrement aux questions de financement des arts et de la culture, à l'éducation artistique ainsi qu'à l'élaboration de politiques publiques visant à renforcer la place de l'art en société.

À propos des auteur-rices

Alexandre Schiele

Alexandre Schiele (Ph. D. sciences de l'information et de la communication, 2017 ; Ph. D. science politique, 2018) est chercheur au Collège des chaires de recherche sur le monde francophone à l'Université d'Ottawa. Ses travaux portent sur les transformations structurelles du secteur des arts et de la culture francophones au Canada hors Québec dans la période post-COVID, ainsi que sur les opportunités et les défis qu'elles génèrent.

Nazaire Joinville

Nazaire Joinville est doctorant en sciences du langage à l'Université de Sherbrooke, avec une spécialisation en sociolinguistique. Il est titulaire d'une maîtrise en cultures et espaces francophones (option linguistique) à l'Université Sainte-Anne ainsi que d'un baccalauréat en communication sociale à l'Université d'État d'Haïti. Ses travaux de recherche portent principalement sur les idéologies et représentations linguistiques, les dynamiques de contact de langues dans les contextes francophones et créolophones. Par ailleurs, il s'intéresse à la culture haïtienne, en particulier à la musique, qu'il aborde à travers une approche croisant ethnomusicologie et sociolinguistique.

Perspective critique du développement culturel : l'exemple de la MRC de Portneuf

Laura Trottier

Université Laval

Depuis le livre blanc sur la Politique québécoise du développement culturel de 1978, la notion de développement culturel semble agir comme véritable principe directeur du déploiement et du soutien de la culture en région. Bien que cette notion ait été remise en question dès cette époque (Dumont, 1979), elle continue d'occuper une place prépondérante dans le discours public sur la culture en région. Par ailleurs, une part importante du financement culturel en région se fait par l'entremise des ententes de développement culturel (EDC) conclues entre les municipalités et les MRC, et le ministère de la Culture et des Communications.

De nombreuses initiatives culturelles ont ainsi vu le jour en contexte régional grâce au partenariat entre le gouvernement et les instances municipales qui se bonifie depuis 1978. L'exemple de la MRC de Portneuf, dans la région de la Capitale-Nationale, semble être à cet égard révélateur d'un territoire qui a su adhérer aux différents programmes gouvernementaux en la matière afin d'insuffler un renouveau dans la vitalité culturelle locale (p. ex. : Villes et villages d'art et de patrimoine, programme d'aide à l'embauche, EDC). Les dernières années ont été marquées par une offre culturelle riche et une participation culturelle qui suscite l'intérêt.

Toutefois, lorsque des initiatives et des projets ont été soutenus dans le cadre du développement culturel régional, qu'en est-il de la pérennité? Cette communication propose une perspective critique sur la portée de cette logique d'action publique en région, à partir du cas de la MRC de Portneuf.

L'accompagnement d'organismes culturels en recherche : Partage d'enjeux et de bonnes pratiques adaptés au contexte francophone minoritaire

Benjamin J. Allard et Marie Suzor-Morin

Fédération culturelle canadienne-française

Depuis le livre blanc sur la Politique québécoise du développement culturel de 1978, la notion de développement culturel semble agir comme véritable principe directeur du déploiement et du soutien de la culture en région. Bien que cette notion ait été remise en question dès cette époque (Dumont, 1979), elle continue d'occuper une place prépondérante dans le discours public sur la culture en région. Par ailleurs, une part importante du financement culturel en région se fait par l'entremise des ententes de développement culturel (EDC) conclues entre les municipalités et les MRC, et le ministère de la Culture et des Communications.

De nombreuses initiatives culturelles ont ainsi vu le jour en contexte régional grâce au partenariat entre le gouvernement et les instances municipales qui se bonifie depuis 1978. L'exemple de la MRC de Portneuf, dans la région de la Capitale-Nationale, semble être à cet égard révélateur d'un territoire qui a su adhérer aux différents programmes gouvernementaux en la matière afin d'insuffler un renouveau dans la vitalité culturelle locale (p. ex. : Villes et villages d'art et de patrimoine, programme d'aide à l'embauche, EDC). Les dernières années ont été marquées par une offre culturelle riche et une participation culturelle qui suscite l'intérêt.

Toutefois, lorsque des initiatives et des projets ont été soutenus dans le cadre du développement culturel régional, qu'en est-il de la pérennité? Cette communication propose une perspective critique sur la portée de cette logique d'action publique en région, à partir du cas de la MRC de Portneuf.

Évaluer son impact qualitatif : enjeux et contraintes dans les milieux artistiques et culturels francophones en situation minoritaire

Alexandre Schiele

Université d'Ottawa

Cette communication s'appuie sur des panels représentatifs des milieux artistiques et culturels francophones en situation minoritaire hors Québec, articulés à des données empiriques portant sur leurs budgets et leurs activités. Elle interroge les conditions de possibilité de l'évaluation des impacts qualitatifs par ces acteur·rice·s eux-mêmes/elles-mêmes, ainsi que les contraintes organisationnelles et institutionnelles qui en limitent la mise en œuvre. Depuis la fin des années 2010, suivant notamment l'exemple britannique, le Conseil des Arts du Canada, principal bailleur de fonds du secteur, a engagé une réflexion visant à introduire une plus grande granularité dans l'évaluation de l'impact des arts et de la culture. Jusqu'à présent, cet impact était principalement envisagé à l'échelle sectorielle, comme un effet agrégé sur la société, largement mesuré en termes économiques.

L'objectif serait désormais d'intégrer des dimensions permettant d'appréhender l'impact non économique, non quantifiable, des acteur·rice·s, tant organisationnel·le·s qu'individuel·le·s, dans les processus de demandes de subventions et de reddition de comptes. À ce stade, ces critères n'ont toutefois pas été introduits dans les procédures.

Néanmoins, cette perspective suscite des appréhensions. Fortement dépendants de financements publics issus de multiples paliers de gouvernement, ces acteur·rice·s sont déjà soumis à des processus bureaucratiques nombreux et lourds. L'introduction de tels critères risquerait d'alourdir ces processus et d'impliquer la mise en place de dispositifs systématiques de collecte de données, alors même que ces organisations disposent de ressources limitées et font face à un sous-effectif chronique.

Musique populaire et résistance identitaire dans les caraïbes : implication de la musique haïtienne à la construction et la valorisation de l'identité noire en Haïti

Nazaire Joinville

Université de Sherbrooke

La culture en région englobe les pratiques, traditions et expressions artistiques propres à des zones géographiques spécifiques, souvent enracinées dans le patrimoine local. Ainsi, il est frappant de constater que les régions d'origine historique et les plus densément peuplées par les populations noires se donnent l'objectif de mettre en valeur toute leur histoire et leur folklore par l'entremise de leurs œuvres culturelles, notamment leur musique. À cet égard, la musique populaire en Haïti – première république noire, située dans les caraïbes – ne fait pas exception à cette règle (Joinville, 2025). En effet, cette musique s'inscrit dans un registre de musique explicitement militante en Haïti – notamment la tendance Rasin et le Rap Kreyòl. Cette communication a pour objectif de montrer l'implication de la musique haïtienne à la construction et la valorisation de l'identité noire dans la Société haïtienne. Il s'agit d'illustrer comment de nombreuses chansons interagissent d'une part, avec Ainsi parla l'Oncle (1928) de Jean Price-Mars, considéré comme le premier manifeste de la négritude haïtienne, et, d'autre part, de l'égalité des races humaines (1885) d'Anténor Firmin, un plaidoyer en faveur de la race noire, pour s'opposer aux idées racistes d'Arthur de Gobineau. À partir d'un corpus d'une cinquantaine de chansons, parues entre 1970 et 2024, cette étude présente la musique populaire haïtienne comme moyen de défense des traditions afro-haïtiennes, du vaudou, et des folklores populaires en tant qu'éléments d'authenticité de l'identité noire. De plus, cette étude montre comment des musiciennes et musiciens mettent en musique non seulement l'arrachement brutal des esclaves à l'Afrique, les souffrances de la traite négrière et les épreuves endurées par ces esclaves dans les colonies, mais aussi, et surtout, la domination sous différentes formes des pays occidentaux envers les peuples afrodescendants aujourd'hui.

Implication de la musique haïtienne à la construction et la valorisation de l'identité noire en Haïti

Corpus de 50 chansons
Chercheur : Nazaire Joinville

Certaines chansons abordent exclusivement l'arrachement brutal des esclaves à l'Afrique, les souffrances liées à la traite négrière, les douleurs de l'esclavage et les traumatismes profonds qui en découlent, la fierté d'être Noir et la reconquête de l'identité, la revendication des droits fondamentaux des Noirs, le racisme, le rejet des langues coloniales, le vaudou voire toute la culture africaine et les beautés de la culture créole. D'autres, en revanche, traitent de thématiques différentes tout en intégrant des passages consacrés aux sujets mentionnés.

🎵 1. [Racines](#)

🎵 2. [Nou Se Ayisyen](#)

🎵 3. [Kreyòl Nou Ye](#)

🎵 4. [Ati Sole](#)

🎵 5. [Sentiment](#)

🎵 6. [Afrique Guinin](#)

🎵 7. [Fidèl](#)

🎵 8. [Pale kreyòl](#)

🎵 9. [Pale créole](#)

🎵 10. [Préjugé](#)

🎵 11. [Indépendance Cha-Cha/Rumba Liberté](#)

🎵 12. [Naide](#)

🎵 13. [Mots créoles](#)

🎵 14. [Exploitation](#)

🎵 15. [Min Culture pa nou](#)

🎵 16. [Liberté](#)

🎵 17. [Congo nan vodou](#)

🎵 18. [Ashadei](#)

🎵 19. [Mandela](#)

🎵 20. [Nan Guinen](#)

🎵 21. [Aux Antilles](#)

🎵 22. [Vrè fanm kreyòl](#)

🎵 23. [Se kreyòl nou ye](#)

🎵 24. [Nou pi fò](#)

🎵 25. [Rebèl Layonn](#)

🎵 26. [Ibolele](#)

🎵 27. [Kaptif](#)

🎵 28. [Kreyolololo](#)

🎵 29. [M ap Rape Yo](#)

🎵 30. [Beni yo](#)

🎵 31. [Trou Bwa Kayiman](#)

🎵 32. [Ayiti Se](#)

🎵 33. [Fanm kreyòl](#)

🎵 34. [Esklav libète](#)

🎵 35. [Lakou](#)

🎵 36. [Seremoni yon Saj](#)

🎵 37. [Afrikayiti](#)

🎵 38. [Africa](#)

🎵 39. [Kalfou Danjere](#)

🎵 40. [Se kreyòl nou ye](#)

🎵 41. [Jou Nou Revolte](#)

🎵 42. [Defile](#)

🎵 43. [Nati Kongo](#)

🎵 44. [Tout Nasyon](#)

🎵 45. [Wet Chenn](#)

🎵 46. [Nou Pap Sa Bliye](#)

🎵 47. [Ayizan](#)

🎵 48. [Jou A Rive \(The Day Will Come\)](#)

🎵 49. [Afrika](#)

🎵 50. [Lib \(Free\)](#)

Conception graphique : Naomie Allard

Avec la participation financière du :

**Fonds
de recherche**
Québec



<https://doi.org/10.69777/327520>

UQO
UNIVERSITÉ
DU QUÉBEC
EN OUTAOUAIS



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada